UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

École Doctorale SP2 : Sociétés, Politique, Santé Publique

SCIENCES PO BORDEAUX

Laboratoire d'accueil : Centre Emile Durkheim

DÉFENDRE LE TERRITOIRE. LA CONSTRUCTION DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALES PAR LES ORGANISATIONS PAYSANNES COLOMBIENNES.

Volume 2

Thèse pour le Doctorat en Science politique

Sous la direction de M. Antoine ROGER
Et de Mme Sylvie OLLITRAULT

présentée et soutenue publiquement
le 9 décembre 2016 par

Mathilde ALLAIN

Composition du jury :

M. David GARIBAY, Professeur à l'Université Lyon 2- *Rapporteur*

M. Xabier ITÇAINA, Directeur de recherche au CNRS, Centre Emile Durkheim, Bordeaux, président du jury

Mme Sandrine LEFRANC, Chargée de recherche au CNRS, ISP, Université Paris-Ouest Nanterre

M. Gilles MASSARDIER, Maître de conférences HDR à l'Université Lyon 2 / CIRAD Montpellier- *Rapporteur*

Mme Sylvie OLLITRAULT, Directrice de recherche au CNRS, CRAPE, Rennes- Co-directrice de thèse

M. Denis PESCHE, Chargé de recherche au CIRAD, Art-DEV, Montpellier

M. Antoine ROGER, Professeur à Sciences Po Bordeaux- Co-directeur de thèse

Table des Annexes

BIBLIOGRAPHIE 5

LISTES 31

1. Des sigles 31
2. Des encadrés 32
3. Des photos 32
4. Des cartes 33
5. Des figures 33

ANNEXE 1 : LISTE DES ENTRETIENS 35

ANNEXE 2 : LES OBSERVATIONS PARTICIPANTES 44

ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN 57

ANNEXE 4 : CHRONOLOGIE DE LA VIE POLITIQUE COLOMBIENNE 60

ANNEXE 5 : L'ACCORD DE PAIX DE 2016 63

ANNEXE 6 : LA QUESTION DE LA TERRE EN COLOMBIE : DE QUOI PARLE T-ON ? 66

ANNEXE 7 : LES PARTIS POLITIQUES COLOMBIENS 71

ANNEXE 8 : ACTEURS INTERNATIONAUX AUPRES DES ORGANISATIONS PAYSANNES 73

ANNEXE 9 : LES ONGI D'ACCOMPAGNEMENT INTERNATIONAL SUR NOS DEUX TERRAINS 74

ANNEXE 10 : LES ONG COLOMBIENNES DE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME DE 1960 A 2005 75

ANNEXE 11 : LES ZONES DE RESERVE PAYSANNE ET LES TERRITOIRES COLLECTIFS 77

ANNEXE 12 : CHRONOLOGIE DU CONFLIT POUR LE TERRITOIRE ET LA REPRESENTATION DANS LE BAS ATRATO 80

ANNEXE 13 : LES ORGANISATIONS PAYSANNES PARTICIPENT A LA PAIX 82

ANNEXE 14 : OUTILS PEDAGOGIQUES DES ORGANISATIONS PAYSANNES 84

ANNEXE 15 : OUTILS DE DIFFUSION DE L'ACVC 86

ANNEXE 16 : OUTILS DE DIFFUSION DE LA MARCHE PATRIOTIQUE 88

ANNEXE 17 : DOCUMENTS DE SOUTIEN DES ACTEURS INTERNATIONAUX A LA CAUSE PAYSANNE 90

ANNEXE 18 : PLAN DE DEVELOPPEMENT DE LA ZRC DE LA VALLEE DU FLEUVE CIMITARRA 92

ANNEXE 19 : TRACT PENDANT LA GREVE AGRAIRE DE 2013 93

Bibliographie

SOCIOLOGIE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier, SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux: conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, coll. Recherches, 2010.

AGRIKOLIANSKY Éric, « 11. Les usages protestataires du droit », in AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier, SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux: conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, coll. Recherches , 2010 p 225-243.

AGRIKOLIANSKY Eric, « De l'anticolonialisme à l'altermondialisme : généalogie(s) d'un nouveau cadre d'action collective », communication au colloque du Germm intitulé « Les mobilisations altermondialistes », Paris, 3-5 décembre 2003.

AGRIKOLIANSKY Éric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique,* vol 51, 2001, p 27-46.

ALLAIN Mathilde, *Trajectoires internationales des mouvements agraires : étude de cas comparée entre le MST brésilien et les FARC colombiennes*, Mémoire de Master 2, sous la direction d'Antoine Roger, Sciences Po Bordeaux, Juin 2012.

ALLAIN Mathilde, BEUF Alice, « L'agriculture familiale et ses réappropriations locales par le mouvement paysan colombien » *Revue Tiers Monde*, n°220, 2014, p 45-62.

ALVISO-MARINO Anahi, « Faire d'un lieu un symbole politique. La photographie engagée sur la Place du Changement à Sanaa », in COMBES Hélène, GARIBAY David, GOIRAND Camille (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa,* Karthala, 2015, p 35-70.

ANCELOVICI Marcos, ROUSSEAU Stéphanie, « Présentation : les mouvements sociaux et la complexité institutionnelle / Content », *Sociologie et sociétés,* vol 41, n° 2, 2009, p 5-14.

AUYERO Javier, « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales,* n° 160, 2005, p 122-132.

BANDY Joe, SMITH Jackie (dir.), *Coalition Across Borders. Transnational Protest and the Neoliberal Order*, Lanham, MD Rowman and Littlefield, Coll. People, passions, and power, 2005.

BARBUT Michael, « Les logiques chiliennes de l'internationalisation de la cause mapuche », Communication présentée lors du séminaire du Groupe d'Etudes Latino-américaines de la Sorbonne, 26 Février 2014.

BATAILLON Gilles, MERKLEN Denis, *L'Expérience des Situations limites,* Paris, 2009.

BENFORD Robert, « Frame dispute within the nuclear disarmament movement », *Social Forces*, vol 71, n°3, 1993, p 677-701.

BENNETT Lance, « Social Movements beyond Borders: Understanding Two Eras of Transnational Activism », in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.), *Transnational Protest and Global Activism,* Lanham, Rowman and Littlefield, Coll. People, passion and power, 2005, p 203-226.

BENQUET Marlène, *Les damnés de la caisse. Grève dans un hypermarché*, Paris, éditions du croquant, 2011.

BEVINGTON Douglas, DIXON Chris, « Movement-relevant theory. Rethinking social movement scholarship and activism », *Social Movement Studies,* vol 4, n°3, 2005, p 185-208.

BROQUA Christophe, FILLIEULE Olivier, « Act Up ou les raisons de la colère », in TRAÏNI Christophe, *Emotions... mobilisation !*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009, p 141-167.

BRUNEAU Ivan, « La confédération paysanne et le "mouvement altermondialisation". L'international comme enjeu syndical », *Politix*, vol 17, n°68, 2004, p 111-134.

CALVEZ Marcel, « Épidémiologie populaire », in HENRY Emmanuel et *al., Dictionnaire critique de l'expertise*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) coll.« Références», 2015, p 125-133.

CALVEZ Marcel, « Les signalements profanes de clusters. Epidémiologie populaire et expertise en santé environnementale », *Sciences sociales et santé*, vol 27, n° 2, 2009, 79-106.

CANET Raphaël, « L'intelligence en essaim. Stratégie d'internationalisation des forums sociaux et régionalisation de la contestation mondiale », *Cultures & Conflits,* n° 70, 2008, p 33-56.

CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte/MAUSS, 2007.

CEFAÏ Daniel « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », *Sociologie et sociétés*, vol 41, n° 2, 2009, p 245-269.

CEFAÏ Daniel, TROM Danny (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Ed de l'EHESS, Coll. « Raisons Pratiques », 2001.

CELIS Leila, *Les mouvements sociaux dans le contexte de conflit armé : cause et effets de la défense des droits humains 1980-2012,* Thèse soumise à la Faculté d'études supérieures et postdoctorales comme exigence partielle du doctorat en sciences politiques, Université d'Ottawa, 2013.

CHEYNIS Éric, « L'altermondialisme au prisme marocain », *Critique internationale*, n° 27, 2005, p 177-191.

COMBES Hélène, GARIBAY David, GOIRAND Camille (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa,* Karthala, 2015.

COMBES Hélène, FILLIEULE Olivier, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité contestataire : modèles structuraux et interprétations stratégiques », *Revue française de science politique*, vol 61, 2011, p 1047-1072.

COMBES Hélène, HMED Choukri, MATHIEU Lilian, SIMEANT Johanna, SOMMIER Isabelle, « Observer les mobilisations: Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix*, vol 93, n° 1, 2011, p 7-27.

COMBES Hélène, GARIBAY David, GOIRAND Camille, « Quand l'espace compte…spatialiser l'analyse des mobilisations », in COMBES Hélène, GARIBAY David, GOIRAND Camille (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa,* Karthala, 2015, p 9-31.

CONTAMIN Jean-Gabriel, « Les mobilisations altermondialistes avant les mobilisations altermondialistes : réflexions autour de l'alignement des cadres d'interprétation »,

communication au colloque du Germm intitulé « Les mobilisations altermondialistes », Paris, 3-5 décembre 2003.

DAGNINO Evelina, OLVERA Alberto, PANCHINI Aldo, *La disputa por la construcción democrática en América Latina,* Mexico, CIESAS, 2006.

DANIEL François-Joseph, « Action Research and Performativity : How Sociology Shaped a Farmers' Movement in The Netherlands. », *Sociologia Ruralis*, vol 51, n°1, 2011, p 17–34 .

DELLACIOPPA Kara, WEBER Clare, *Cultural politics and resistance in the 21st century,* New York, Palgrave McMillan, 2012.

DESMARAIS Annette, *La Via Campesina: Globalization and the Power of Peasants*. Halifax, Fernwood, MA and London: Pluto, 2007.

DIANI Mario, « Cities in the world : local civil society and global issues in Britain », in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.), *Transnational Protest and Global Activism,* Lanham, Rowman and Littlefield, Coll. People, passion and power, 2005.

DUNEZAT Xavier, *Chômage et action collective. Luttes dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, thèse de sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2004.

DURIEZ Bruno, SAWICKI Frédéric, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, vol 16, n°63, 2003, p 17-51.

DUYVENDAK Jan Willem, BROER Christian, « Sensing and seizing opportunities » in GOODWIN Jeff, JASPER James (dir.), *Contention in context: political opportunities and the emergence of protest,* Standford, Ed Standford University Press, 2012.

DUYVENDACK Jan Willem, *Le Poids du politique. Nouveaux mouvements en France*, L'Harmattan, Paris 1994.

EDELMAN Marc, « Définir "le paysan" au sein du Conseil pour le Droits de l'Homme des Nations Unies », Conférence dans le cadre du séminaire co-organisé par l'association aGter (Améliorer la gouvernance de la terre, de l'eau et des ressources naturelles) et l'EHESS, Paris, le 31 mars 2014.

EDELMAN Marc, « Synergies and tensions between rural social movements and professional researchers », *Journal of Peasant Studies*, vol 36, 2009, p 245-265.

EMILSSON Elin, ZASLAVSKY Danièle, « Stratégies communicationnelles et construction d'identité: les effets du zapatisme dans l'espace public mexicain », *Hermès*, n°28, 2000, p 143-153.

ETHUIN Nathalie, SIBLOT Yasmine, « Du cursus d'éducation syndicale aux parcours de formation des militants de la CGT (années 1950-2000) », *Le Mouvement Social,* n° 235, 2011, p 53-69.

FERRON Benjamin, *Les répertoires médiatiques des mobilisations altermondialistes (Mexique-Chiapas, Israël/Palestine, 1994-2006. Contribution à une analyse de la société transnationale,* Thèse de doctorat soutenue le 12 mars 2012 à Rennes (CRAPE).

FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna, « Devenirs militants. Introduction », *Revue française de science politique,* vol 51, 2001, p 19-25.

FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post- scriptum », *Revue française de science politique*, vol 51, 2001, p 199-215.

FILLIEULE Olivier, « Requiem pour un concept : vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques », in DORRONSORO Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p 201-218.

FILLIEULE Olivier, *Sociologie de la protestation,* Paris, L'Harmattan, 1993.

GAÏTI Brigitte, ISRAËL Liora, « Sur l'engagement du droit dans la construction des causes », *Politix*, vol 16, n°62, 2003, p 17-30.

GARCIA Sandrine, « Expertise scientifique et capital militant. Le rôle des médecins dans la lutte pour la légalisation de l'avortement », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 158, 2005.

GOLDSTONE Jack, « Bridging Institutionalized and Noninstitutionalized Politics », in GOLDSTONE Jack (dir.), *States, Parties and Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p 20-24.

GURR Ted, *Why men Rebel ?,* Princeton University Press, 1970.

HRABANSKI Marie, «Internal dynamics, the state, and recourse to external aid: towards a historical sociology of the peasant movement in Senegal since the 1960s », *Review of African Political Economy,* vol 37, n° 125, 2010, p 281-298.

HRABANSKI Marie, « Souveraineté alimentaire: mobilisations collectives agricoles et instrumentalisations multiples d'un concept transnational », *Revue Tiers Monde*, n°207, 2011, p 151-168.

ITÇAINA Xabier, « Représentation agricole et territoire : les enseignements du débat basque », *Pour*, n° 196-197, 2008, p 308-312.

JOHNSTON Hank, « Methodology for Frame Analysis: From Discourse to Cognitive Schemata », in JOHNSTON Hank, KLANDERMANS Bert, (dir.), *Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p 217-246.

KITSCHELT Herbert, « Political opportunity structures and political protest :anti-nuclear movements in four democracies », *British Journal of Political Science*, vol 16, 1986, p 57-85.

KHAGRAM Sanjeev, RIKER James, SIKKINK Kathryn, *Restructuring world politics: transnational social movements, networks and norms,* Minneapolis University of Minnesota Press, 2002.

KOOPMANS Ruud, OLSAK Susan, « Discursive Opportunities and the Evolution of Right-Wing Violence in Germany », *American Journal of Sociology*, n°110, 2004, p 198-230.

KRIESI Hanspeter, KOOPMANS Ruud, DUYVENDAK Jan Willem, GIUGNI Mario, *New Social Movements in Western Europe*, UCL, Londres, 1995.

KRIESI Hanspeter, «The political opportunity structure of new social movements », in JENKINS Craig. J., KLANDERMANS Bert (dir.), *The Politics of Social Protest*, UCL, Londres, 1995.

LATTÉ Stéphane, *Les « victimes », la formation d'une catégorie sociale improbable et ses usages dans l'action collective*, Ecole de Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2008.

LEFEVRE Sylvain, OLLITRAULT Sylvie, « Les militants face aux contraintes managériales : le cas des groupes locaux de Handicap International », *Sociologies pratiques*, n° 15, 2007, p 97-110.

LEFRANC Sandrine, MATHIEU Lilian (dir.), *Mobilisations des victimes*, Presses universitaires de Rennes, Coll. « Res Publica », 2009.

LEFRANC Sandrine, MATHIEU Lilian, SIMEANT Johanna, « Les victimes écrivent leur Histoire », *Raisons politiques*, n° 30, 2008, p 5-19.

LUCK Simon, DECHEZELLES Stéphanie (dir.), *Voix de la rue ou voix des urnes ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011.

MASSAL Julie, *Revueltas, insurrecciones y protestas. Un panorama de las dinámicas de movilización en el siglo XXI*, Bogotá, IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, 2014.

MATHIEU Lilian, « 2. Contexte politique et opportunités », in AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux: conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, coll. Recherches, 2010.

MATHIEU Lilian, « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de "Nous sommes la gauche" à Occupation », *Revue française de science politique,* vol 59, 2009 p 77-96.

MATHIEU Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n°77, 2007, p 131-151.

MATHIEU Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, p 75-100.

MATHIEU Lilian, « Savoirs = pouvoir. Les enjeux de la science et de l'expertise dans les mouvements sociaux », *Ecorev*, n°18, 2005. Disponible en ligne, consulté le 2 mars 2016, URL : http://ecorev.org/spip.php?article328

MATONTI Frédérique, POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, p 4-11.

MAYER Nonna, SIMEANT Johanna, « L'espace de l'altermondialisme », *Revue française de science politique,* vol 54, 2004, p 373-378.

MCADAM Doug, MCCARTHY John, ZALD Mayer (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements,* New York, Cambridge University Press, Coll. Cambridge Studies in Comparative Politics, 1996.

MCADAM Doug, TARROW Sidney, « Scale shift in transnational contention » in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.) *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield (Collection "People, passion and power"), 2005, p121-147.

MCADAM Doug, TARROW Sidney, TILLY Charles, *Dynamics of contention*, Cambridge, Ed Cambridge University Press, 2001.

MERKLEN Denis, PLEYERS Geoffrey, « La localisation des mouvements sociaux » *Cahiers des Amériques Latines*, dossier « Mouvements sociaux et espaces locaux », n°66, 2011.

NEVEU Erik, « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? A propos de Catherine Hakim, Erotic Capital, et de quelques marcottages intempestifs de la notion de capital », *Revue française de science politique*, vol 63, 2013, p 337-358.

OLLITRAULT Sylvie, « Des plantes et des hommes: de la défense de la biodiversité à l'altermondialisme », *Revue Française de Science Politique*, vol 54, 2004, p 443-463.

OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, vol 51, 2001, p 105-130.

OLLITRAULT Sylvie, « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française », *Politix*, 1996, vol 9, n° 36, p 141-162.

PASSY Florence, GIUGNI Marco, « Récits, imaginaires collectifs et formes d'action protestataire: Une approche constructiviste de la contestation antiraciste », *Revue française de science politique*, vol 55, n° 5, 2005, p 889-918.

PECHU Cécile, *Droit Au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation,* Paris, Dalloz, 2006.

PEDROT Florian, « Être ou devenir victime ? Le cas des surirradiés », *Politix*, vol 106, 2014, p 189-210.

PESCHE Denis, « Construction du mouvement paysan et élaboration des politiques agricoles en Afrique subsaharienne. Le cas du Sénégal», *Politique africaine*, n° 114, 2009, p 139-155.

PLEYERS Geoffrey, *Alter-globalization*, Cambridge, Cambridge Polity Press, 2010.

PLEYERS Geoffrey, « Volverse actor: dos vías para los movimientos sociales en el siglo XXI », *Revista de Estudios Sociales,* n°35, 2015, p 179-183.

POLETTA Francesca, KAI HO M., « Chapter 10. Frames and Their Consequences », in GOODIN Robert, TILLY Charles (dir.), *The Oxford handbook of contextual political analysis*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p 188-209.

POMMEROLLE Marie-Emmanuelle, « Routines autoritaires et innovations militantes : le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun », *Politique Africaine*, n°108, 2007, p 155-172.

POMMEROLLE Marie-Emmanuelle, SIMEANT Johanna, « Voix africaines au forum social mondial de Nairobi. Les chemins transnationaux des militantismes africains », *Cultures et Conflits,* n°70, 2008, p 129-149.

PRADA Esmeralda, « La protesta en el campo colombiano. De la lucha por la tierra a la defensa de los derechos humanos (1990-2003) », *Revista OSAL*, n°11, 2003, p 54-64.

PRADA Esmeralda, « Luchas campesinas e indígenas », in ARCHILA NEIRA Mauricio (dir.), *25 años de luchas sociales en Colombia (1975-2000)*, Bogotá, CINEP, 2002, p 121-166.

PUDAL Bernard, « La CGT et le rapport individuel-collectif dans l'éducation ouvrière et l'éducation syndicale de 1944 à 1967 », in DAVID Marcel (dir.), *L'individuel et le collectif dans la formation des travailleurs. Approche historique 1944-1968*, Paris, Economica, 1976.

RAGAZZI Francesco**,** « Chronique bibliographique. A propos de Crises extrêmes. Face aux massacres, aux urgences civiles et aux génocides », *Cultures & Conflits*, n°65, 2007, p 168-172.

RAMIREZ BACCA Renzo, « El movimiento cafetero campesino y su lucha contra los efectos de la apertura económica », in ARCHILA NEIRA Mauricio, PARDO Mauricio, *Movimientos sociales, Estado y democracia en Colombia*, Bogotá, Universidad nacional de Colombia-CES/ICANH, vol 1, 2001, p 173-204.

RAMIREZ SOLER Henry, *Les zones humanitaires du Curvaradó et Jiguamiandó Chocó, Colombie. Une expérience de résistance civile*, Mémoire pour le Master en Sociologie, EHESS, sous la direction de Gilles Bataillon, 2009.

RODRIGUEZ Patricia, « Social Movements and Territorial Ordering in Colombia: The Challenge of Development Alternatives »**,** Conférence au congrès international de la Latin American Studies Association, Panel « Organizing for peace in Colombia », New York, mai 2016.

ROLLAND Stellio, « Mobilisation de résistance au conflit armé dans le nord-ouest de la Colombie de l'opération "communautés de paix" à la mise en place des "zones humanitaires" » in BAZENGUISSA-GANGA Rémy, MAKKI Sami (dir.), *Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes*, Paris Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2012, p 145-165.

SALVIA Florencia, « L'internationalisation du mouvement paysan en Argentine. L'exemple du MOCASE », Mémoire de recherche en relations internationales, soutenu en Juin 2011, Université Paris Panthéon Sorbonne.

SAWICKI Frédéric, SIMEANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du Travail*, vol 51, 2009, n° 1, p 97-125.

SIKKINK Kathryn, « Patterns of Dynamic Multilevel Governance and the Insider-Outsider Coalition », in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.) *Transnational Protest and Global Activism,* Lanham, MD Rowman and Littlefield (Collection "People, passion and power"), 2005, p 151-173.

SIMEANT Johanna, « Friches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants », in HAMMAN Philippe, MEON Jean-Mathieu, VERRIER Benoît (dir.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002, p 17-53.

SIMÉANT Johanna, « Committing to internationalization : careers of African Participants at the World Social Forum », *Social Movement Studies: Journal of Social Cultural and Political Protest*, 2012, p 1-19.

SIMEANT Johanna, « Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux « transnationaux » dans quelques ouvrages récents », communication présentée au 8ème congrès de l'Association Française de Science Politique, table ronde « Où en est la sociologie des mouvements sociaux », 15-18 septembre 2005.

SMITH Jackie, CHATFIELD Charles, PAGNUCCO Ron, (dir.) *Transnational Social Movements and Global Politics: Solidarity Beyond the State*, Syracuse, Syracuse University Press, 1997.

SNOW David, BENFORD Robert, «Framing processes and social movements: an overview and assessment », *Annual Review of Sociology*, vol 26, 2000, p 611-639.

SNOW David, BENFORD Robert, « Ideology, frame resonance and participant mobilization », in KLANDERMANS Bert, KRIESI Hanspeter, TARROW Sidney, *From structure to action: comparing social movement research across cultures,* Greenwich, JAI Press*,* 1988, p 197-217.

SNOW David, ROCHFORD Burke, WORDEN Steven, BENFORD Robert, « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, n°51, 1986, p 464-48.

TARROW Sidney, « La contestation transnationale », *Cultures & Conflits,* n°38-39, 2000, p 187-223.

TARROW Sidney, « Mentalities, Political Cultures, and Collective Action Frames: Constructing Meaning Through Action », in MORRIS Aldon, MCCLURG MUELLER Carol (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, CT Yale University Press, 1992, p 174-203.

TARROW Sidney, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

TARROW Sidney, *The new transnational activism*, Cambridge University Press, 2005.

THIVET Delphine, « Des paysans contre la faim. La "souveraineté alimentaire", naissance d'une cause paysanne transnationale, *Terrains & travaux*, n° 20, 2012, p 69-85.

TILLY Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1978.

TILLY Charles, TARROW Sidney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008.

VERGARA-CAMUS Leandro, *Land and Freedom: The MST, the Zapatistas and Peasant Alternatives to Neoliberalism,* London, Zed Books, 2014.

VOEGTLI Michael, « "Quatre pattes oui, deux pattes, non!" L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social », *Recherches*, 2010, p 203-223.

WAGNER Anne Catherine, « Syndicalistes européens. Les conditions sociales et institutionnelles de l'internationalisation des militants syndicaux », *Actes de la recherche en sciences sociales,* n°155, 2004, p 12-33.

WATERMAN Peter, *Globalisation social movement and the new internationalisms*, London Continuum, 2001.

WOLFORD Wendy, *Land is ours : the Social Mobilization and the Meaning of Land in Brazil*, Durham, Duke University Press, 2007.

WOOD Lesley J., « Breaking the Bank & Taking to the Streets: How Protesters Target Neoliberalism », *Journal of World-Systems Research*, vol 10, n°1, 2004, p 68-89.

WOOD Lesley, « Bridging the Chasms: The Case of People's Global Action » in BANDY Joe, SMITH Jackie (dir.), *Coalition Across Borders. Transnational Protest and the Neoliberal Order*, Lanham, MD Rowman and Littlefield, Coll. People, passions, and power, 2005, p 95-117.

YON Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix,* n° 70, 2005, p 137-167.

« Quelle articulation entre partis, syndicats et mouvements ? Discussion avec Daniel Bensaid, Philippe Khalfa, Claire Villiers et Pierre Zarka », *Actuel Marx,* n° 46, 2009, p 12-26.

SOCIOLOGIE DE L'AIDE INTERNATIONALE/DU DEVELOPPEMENT

ALLAIN Mathilde, « Du statut de bénéficiaire à celui de co-constructeur des projets d'aide : le rôle des acteurs locaux dans la formulation des besoins humanitaires », in RIBEMONT Thomas (dir.), *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire. A la croisée des regards et des disciplines*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2016, p 155-172.

AMIN Samir, *Unequal Development: An Essay on the Social Formations of Peripheral Capitalism*, New York, Monthly Review Press, 1976.

AZAM Geneviève, HIDOUCI Ghazi, KATZ Alison, LAPEYRE Frédéric, LECOMTE Bernard (dir.), *Efficace, neutre, désintéressée? Points de vue critiques du Nord sur la coopération européenne ; aide au développement*, Genève, Centre Europe - Tiers Monde, coll. PubliCetim / Centre Europe - Tiers Monde, n° 33, 2009.

BLUNDO Georgio, « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », *Cahiers d'études africaines*, vol. 35, n°137, 1995, p. 73-99

BONACCORSI Julia, NONJON Magali, « "La participation en kit" : l'horizon funèbre de l'idéal participatif », *Quaderni*, n°79, 2012, 29-44.

BORRAS Saturnino, « Questioning market-led agrarian reform: Experiences from Brazil, Colombia and South Africa », *Journal of agrarian change*, vol 3, n° 3, 2003, p 367-394.

BOTTAZZI Patrick, RIST Stephan, « Changing land rights means changing society: The sociopolitical effects of agrarian reforms under the government of Evo Morales », *Journal of Agrarian Change*, vol 12, n° 4, 2012, p 528-551.

BRABAZON Honor, WEBBER Jeffery R., « Evo Morales and the MST in Bolivia: Continuities and Discontinuities in Agrarian Reform », *Journal of Agrarian Change*, vol 14, n° 3, 2014, p 435-465.

BRESSER-PEREIRA Luis Carlos « Estado y mercado en el nuevo desarrollismo », *Nueva Sociedad*, n° 210, 2007, p 110-125.

BRUNEL Sylvie, *Famines et politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

CALVES Anne-Emmanuèle, « "Empowerment" : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, n° 200, 2009, p 735-749.

CAMPBELL Bonnie, GABAS Jean-Jacques, PESCHE Denis, RIBIER Vincent, *Les transformations des politiques de coopération. Secteurs agricoles et miniers au Canada et en France,* Karthala, Presses de l'Université du Québec, 2016.

CHAUVEAU Jean-Pierre, « Le "modèle participatif" de développement rural est-il "alternatif" ? », *Bulletin de l'APAD,* n°3, 1992, disponible en ligne, consulté le 25 août 2016.URL : http://apad.revues.org/380

COHEN Samy, « ONG, altermondialistes et société civile internationale », *Revue française de science politique*, vol 54, 2004, p 379-397.

COLLOVALD Annie (dir), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de «solidarité internationale» en faveur du Tiers Monde,* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002.

COPANS Jean, « L'Afrique noire comme paradigme fondateur des sciences sociales françaises et francophones du développement (1920-2010) », *Ethnologie française*, vol 41, 2011, p 405-414.

CORBET Alice, « Quand l'humanitaire choisit ses victimes », *Projet*, vol 340, n° 3, 2014, p 39-46.

CORNWALL Andrea, BROCK Karen, « What do buzzwords do for development policy? A critical look at "participation", "empowerment" and "poverty reduction" », *Third World Quarterly*, vol 26, n° 7, 2005, p 1043-1060.

CROCHET Soizick, « Le sacrifice impossible: contradictions de l'action humanitaire », *Revue du MAUSS semestrielle*, vol 5, 1995, p 78-100.

DAUVIN Pascal, SIMEANT Johanna, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG du siège au terrain,* Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

DAUVIN Pascal, SIMEANT Johanna, *ONG et Humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2004.

DE SOUSA SANTOS Boaventura, *Descolonizar el saber, reinventar el poder,* Montevideo, Ed Trilce 2010.

DE SOUSA SANTOS Boaventura, *Conocer desde el Sur: Para una cultura política emancipatoria,* Lima, Fondo Editorial de la Facultad de Ciencias Sociales: Programa de Estudios sobre Democracia y Transformación Global, 2005.

DENIEUIL Pierre-Noël, « Représentations comparées et limites de la notion de participation suscitée en Afrique et en Amérique latine. La participation pour le développement, de Albert Meister », *Revue Tiers Monde,* n° 195, 2008, p 647-659.

DONNELLY Jack, *Universal human rights in theory and practice*, Ithaca and London, Cornell University Press, 2003.

EAKIN Hallie, BAUSCH Julia C., SWEENEY Stuart, « Agrarian Winners of Neoliberal Reform: The "Maize Boom" of Sinaloa, Mexico », *Journal of Agrarian Change*, vol 14, n° 1, 2014, p 26-51.

EDELMAN Marc, « Transnational organizing in agrarian Central America : Histories, challenges, prospects », BORRAS Saturnino, EDELMAN Marc, KAY Cristobal (dir.), *Transnational Agrarian movements confronting globalization*, Malden, Mass, Ed. Wiley Blackwell, 2008, p 61-89.

ESCOBAR Arturo, « Déplacement, développement et modernité en Colombie du Pacifique », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 175, 2003, p 171-182.

ESCOBAR Arturo, « El « postdesarollo » como concepto y practica social », in MATO Daniel (dir.), *Politicas de economia, ambiente y sociedad en tiempos de globalizacion,* Caracas, Facultad de Ciencias Economicas y Sociales, Universidad Central de Venezuela, 2005, p 17-31.

ESCOBAR Arturo, *Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1995.

ESCOBAR Arturo, *La invención del desarrollo*, Popayán, Universidad del Cauca, 2012.

FILOCHE Geoffroy, PINTON Florence, « Who Owns Guaraná? Legal Strategies, Development Policies and Agricultural Practices in Brazilian Amazonia», *Journal of Agrarian Change*, vol 14, n° 3, 2014, p 380-399.

FRANCO JENNIFER, et *al*, « Global land grabbing and trajectories of agrarian change: a preliminary analysis », *Journal of Agrarian Change*, vol 12, n° 1, 2012, p 34-59.

GRÜNEWALD François (dir.), *Bénéficiaires ou partenaires: quels rôles pour les populations dans l'action humanitaire,* Paris, Karthala, 2005.

GIOVALUCCHI François, OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement: le cadre logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers Monde*, n° 198, 2009, p 383-406.

HAESBAERT Rogerio, *El mito de la desterritorialización. Del fin de los territorios a la multiterritorialidad*, México, Siglo XXI editores, 2011.

HOURS Bernard, « L'idéologie humanitaire ou la globalisation morale », *L'Homme et la société*, vol 129, n° 3, 1998, p 47-55.

JUHEM Philippe, « La légitimation de la cause humanitaire : un discours sans adversaires », *Mots*, vol 65, n°1, 2001, p 9-27.

JUHEM Philippe, « Parler ici des malheurs lointains : les nécessités des énoncés humanitaires et leurs effets sur la constitution des angles journalistiques », in DAUVIN Pascal, SIMEANT Johanna, *ONG et Humanitaire*, L'Harmattan, 2004, p 213-253.

LAUTIER Bruno, « Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique Latine », *Revue Tiers Monde,* n°214, 2013, p 169-186.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, « Les diagnostics participatifs dans le cadre des projets de développement rural en Afrique de l'Ouest : postulats, pratiques et effets sociaux des PRA/MARP » in NEVEU Catherine (dir.), *Cultures et pratiques participatives : perspectives comparatives*, Paris, L'Harmattan, 2007, p 313-330.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, « Pour une anthropologie symétrique entre « développeurs » et « développés », *Cahiers d'études africaines,* n° 202-203, 2011, p 491-509.

LECOMTE Bernard, « Impacts des appels d'offres sur les organisations paysannes en Afrique de l'Ouest, la coopération européenne à la lumière de ses instruments » in DUCHATEL Julie, ROCHAT Florian (dir.), *Efficace, neutre, désintéressée ? Points de vue critiques du Nord sur la coopération européenne,* Genève, Centre Europe- Tiers Monde, PubliCetim, n°33, 2009, p 45-55.

MASSARDIER Gilles, SABOURIN Eric, LECUYER Lauren, AVILA Mario, « La démocratie participative comme structure d'opportunité et de renforcement de la notabilité sectorielle : l'exemple du "développement rural durable territorial" au Brésil, territoire Aguas Emendadas », *Participations*, n°2, 2012, p 78-102.

MARRET Jean-Luc, *La fabrication de la paix. Nouveaux conflits, nouveaux acteurs, nouvelles méthodes,* Paris, Ellipses, FRS, 2001.

MAZEAUD Alice, NONJON Magali, PARIZET Raphaëlle, « Les circulations transnationales de l'ingénierie participative », *Participations,* n° 14, 2016, p 5-35.

MCMICHAEL Philipp, « Peasants make their own history, but not just as they please… » in BORRAS Saturnino, EDELMAN Marc, KAY Cristobal (dir.), *Transnational Agrarian movements confronting globalization*, Malden, Mass, Wiley Blackwell, 2008, p 37-60.

MERKLEN Denis, « "Du travailleur au pauvre" ? La question sociale en Amérique latine », *Etudes Rurales*, n°165-166, 2003, p 171-196.

MERLET Michel, « Différents régimes d'accès à la terre dans le monde : le cas de l'Amérique latine », *Mondes en développement*, n°151, 2010, p 35-50.

NAY Olivier « Chapitre 5. Les politiques de développement », in BORRAZ Olivier, GUIRAUDON Virginie (dir.), *Les politiques publiques 2 : changer la société*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p 139-170.

NAY Olivier, PETITEVILLE Franck, « Eléments pour une sociologie du changement dans les organisations internationales », *Critique Internationale*, n°53, 2011, p 9-20.

NIVIA-RUIZ Fernando, RAMOS HENDEZ Ivonne, « Balance de la Cooperación Internacional al Desarrollo ofrecida y recibida por Colombia: Coherencia entre metas y logros del cuatrienio 2010 – 2014 », *Revista internacional de cooperación y desarrollo*, vol 2, n°1, 2015, p 93-124.

NYE Joseph, KEOHANE Robert, « Transnational Relations and World Politics », *International Organizations*, vol 25, 1971, p 329-349.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, « Aide humanitaire ou aide au développement ? La « famine » de 2005 au Niger », *Ethnologie française,* vol 41, 2011, p 415-429.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre*, Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, APAD-Karthala, 1995.

OLIVIER DE SARDAN Jean Pierre (dir.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projet*, Paris, Karthala, 2000.

PANDOLFI Mariella, CORBET Alice, « De l'humanitaire imparfait », *Ethnologie française,* vol 41, 2011, p 465-472.

PARIZET Raphaëlle, *Les paradoxes du développement. Sociologie politique des dispositifs de normalisation des populations indiennes au Mexique*, Paris, Dalloz, 2015.

PEROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, « De l'impartialité des humanitaires et de leur perception par les bénéficiaires : les enjeux politiques de l'aide internationale au Burundi », *Autrepart*, n° 39, 2006, p 39-57.

PESCHE Denis, HRABANSKI Marie, « Défendre un produit : entre logiques politiques nationales et enjeux globaux », in HERVIEU Bertrand, MAYER Nonna, MULLER Pierre, PURSEIGLE François, REMY Jacques (dir.). *Les mondes agricoles en politique : de la fin des paysans au retour de la question agricole*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p 273-291.

POULIGNY Béatrice (dossier), « Une société civile internationale ? », *Critique internationale,* n° 13, 2001.

POULIGNY Béatrice, « L'humanitaire non gouvernemental face à la guerre », *Politique étrangère*, vol 68, n° 2, 2003, p 367-380.

RIBEMONT Thomas (dir.), *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire. A la croisée des regards et des disciplines*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2016.

RIST Gilbert, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

RYFMAN Philippe, « Des "bénéficiaires cachés" pour les processus de standardisation de l'aide humanitaire ? » in RIBEMONT Thomas (dir.), *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire. A la croisée des regards et des disciplines*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2016, p 35-47.

RYFMAN Philippe, *Les ONG*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2009.

SABOURIN et *al*, « Agricultures familiales en Amérique Latine. Emergence, avancées et limites des politiques ciblées », *Revue Tiers Monde*, n°220, 2014, p 23-41.
SANTAMARIA Angela, ZUNIGO Xavier, « "Bonne gouvernance" contre "auto-gouvernance"? Conflits, alliances et résistances autour d'un programme européen de développement rural en Colombie », *Autrepart,* n° 35, 2005, p 57-72.
SCHATTAN P. Coelho Vera, FAVARETO Arilson, « Questioning the Relationship between Participation and Development », *World Development*, vol 36, n° 12, 2008, p 2937-2952.
SIMEANT Johanna, « Un humanitaire " apolitique" ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi » in LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p 163-196.
SIMEANT Johanna, « Urgence et développement, professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire », *Mots*, n°65, 2001, p 28-50.
SMILLIE Ian (dir.), *Protection ou partenariat : le renforcement des capacités locales lors des crises humanitaires*, ESKA, 2003.
STRATIGOS Jean-Marie, « Aide humanitaire d'urgence. De la multiplicité des bénéficiaires », in RIBEMONT Thomas (dir.), *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire. A la croisée des regards et des disciplines*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2016, p 49-67.

SOCIOLOGIE DE L'INTERNATIONAL

AGIER Michel, « La force du témoignage. Formes, contextes et auteurs des récits de réfugiés » in LE PAPE Marc, SIMEANT Johanna, VIDAL Claudine, *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La découverte, Coll. Recherches, 2006, p 151-168.
AMBROSETTI David, « L'humanitaire comme norme du discours au conseil de sécurité : une pratique légitimatrice socialement sanctionnée », *Cultures et Conflits*, n°60, 2005, p 39-62.
ARQUEMBOURG Jocelyne, « De l'événement international à l'événement global : émergence et manifestations d'une sensibilité mondiale », *Hermès, La Revue*, vol 46, n° 3, 2006, p 13-21.
BAEZA Cecilia, « Le rôle du Moyen-Orient dans les nouvelles relations internationales de l'Amérique latine », *Mouvements,* n° 76, 2013, p 25-36.
BOLTANSKI Luc, *La souffrance à distance*, Paris, Ed Métailié, 1993.
BORRAS Saturnino, FRANCO Jennifer, « Global Land Grabbing and Political Reactions "From Below" », *Third World Quarterly*, vol 34, n° 9, 2013, p 1723-1747.
BORRAS Saturnino, HALL Ruth, SCOONES Ian, WHITE Ben, WOLFORD Wendy, « Towards a better understanding of global land grabbing: an editorial introduction », *Journal of Peasant Studies*, 2011, vol 38, n° 2, p 209-216.
BRAUMAN Rony, « Les liaisons dangereuses du témoignage humanitaire et des propagandes politiques. Biafra, Cambodge, les mythes fondateurs de Médecin sans frontières » in LE PAPE Marc, SIMEANT Johanna, et VIDAL Claudine (dir.), *Crises*

extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides, La découverte, Coll. Recherches, 2006, p 188-204.

BRYSK Alison, « Communicative action and human rights in Colombia, When words fail », *Colombia Internacional*, n°69, 2009, p 36-49.

BUCHET DE NEUILLY Yves, « Chapitre 9. La gestion internationale routinière des crises. Sectorisation des relations internationales et mondialisation de l'institution étatique », in AÏT-AOUDIA Myriam *et al., La logique du désordre*, Presses de Sciences Po, 2015, p 221-236.

CASTAÑEDA Dorly, *The european approach to peacebuilding. Civilian tools for peace in Colombia and beyond*, Palgrave McMillan, 2014.

CASTRO-GOMEZ Santiago, *Crítica de la razón latinoamericana*, Barcelona, Puvill Libros, 1996.

CŒURDRAY Murielle, « Le double jeu de l'import-export symbolique. La construction internationale d'un nouveau discours sur la corruption », *Actes de la recherche en sciences sociales,* n° 151-152, 2004, p 80-90.

DAVIAUD Sophie, *L'enjeu des droits de l'homme dans le conflit colombien*, Paris, Ed Karthala, 2010.

DEBOS Marielle, GOHENEIX Alice, « Les ONG et la fabrique de l' "opinion publique internationale" », *Raisons politiques*, n° 19, 2005, p 63-80.

DEZALAY Yves, « Circulation internationale de l'expertise, luttes hégémoniques et internationalisation de la (re)production des "noblesses d'État" », in SIMEANT Johanna et *al*, *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS éditions, 2015, p 174-185.

DEZALAY Yves, GARTH. G. Bryant, *La mondialisation des guerres de palais*, Paris, Ed Du Seuil, 2002.

DEZALAY Yves, « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la recherche en sciences sociales,* n° 151-152, 2004, p 4-35.

DUDOUET François-Xavier, MERCIER Delphine, VION Antoine, « Politiques internationales de normalisation: Quelques jalons pour la recherche empirique », *Revue française de science politique*, vol 56, n° 3, 2006, p 367-392.

ESCOBAR Arturo, «Culture Sits in Places: Reflections on Globalism and Subaltern Strategies of Localization», *Political Geography*, vol 20, 2001, p 139-174.

FOX Jonathan, « Unpacking « transnational citizenship » », *Annual Review of Political Science*, vol 8, 2005, p 171-201.

FRANKLIN James, « Shame on You: The Impact of Human Rights Criticism on Political Repression in Latin America », *International Studies Quarterly*, vol 52, 2008, p 187-211.

GOBIN Corinne, DEROUBAIX Jean-Claude, « L'analyse du discours des organisations internationales. Un vaste champ encore peu exploré », *Mots. Les langages du politique*, n° 94, 2010, p 107-114.

GARIBAY David, GUERRERO BERNAL Juan Carlos, « Identifier et interpréter une "crise extrême". La "communauté internationale" face au conflit armé en Colombie » in LE PAPE Marc, SIMEANT Johanna, VIDAL Claudine (dir.), *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, La découverte, Coll. Recherches, 2006, p 136-150.

GASPARD Françoise, « Les « droits de la femme » : construction d'un enjeu en relations internationales », *Revue internationale et stratégique*, vol 47, n°3, 2002, p 46.

GAUCHET Marcel, « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », *Le Débat*, n° 110, 2000, p 258-288.

GENSBURGER Sarah, « Voir et revoir le passé. Retour sur une exposition historique à visée commémorative. », *Critique Internationale*, n°68, 2015, p 81-99.

GRAJALES Jacobo, « La terre, entre guerre et paix. Politiques foncières et sortie de conflit en Colombie », *Les Études du CERI*, n°223, 2016.

GUERRERO BERNAL Juan-Carlos, « La fixation progressive d'une représentation floue de la violence colombienne sur la scène médiatique internationale », *Hermès La Revue*, vol 46, n° 3, 2006, p 169-178.

HARVEY David, « Le "Nouvel Impérialisme" : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, n° 35, 2004, p 71-90.

HAWKINS Darren, *International Human Rights and Authoritarian Rule in Chile*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2002.

HEINTZE Hans-Joachim, « Recoupement de la protection des droits de l'Homme et du droit international humanitaire (DIH) dans les situations de crise et de conflit », *Culture et Conflit*, n°60, 2005, p 123-147.

HEROD Andrew, « Labor Internationalism and the Contradictions of Globalization: Or, Why the Local Is Sometimes Still Important in a Global Economy», *Antipode*, vol 33, n° 3, 2001, p 407-426.

JENSE David, LONERGAN Steve (dir.), *Assessing and Restoring Natural Resources In Post-Conflict Peacebuilding*, New York, Routledge, 2012.

KECK. E. Margaret, SIKKINK Kathryn, *Activists Beyond Borders, Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1998.

KENNEDY Paul, *Local lives and global transformation : towards world society*, Palgrave MacMillan, 2010.

LEFEBVRE Henri, *La survie du capitalisme. La reproduction des rapports de production,* Paris, Editions Anthropos, 2002.

LEFRANC Sandrine, « Convertir le grand nombre à la paix... Une ingénierie internationale de pacification », *Politix,* n°80, 2007, p 7-29.

LE PAPE Marc, SIMEANT Johanna, VIDAL Claudine, *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La découverte, Coll. Recherches, 2006.

LUTZ Ellen, SIKKINK Kathryn, « International Human Rights Law and Practice in Latin America », *International Organization*, vol 54, n°3, 2000, p 633-659.

MADOERY Oscar, « Modos diferentes de pensar el desarrollo en América latina », *Revista del CLAD Reforma y Democracia*, n°62, 2015, p 5-38.

MARKOWITZ Lisa, « Finding the field : notes on the ethnography of NGOs », *Human Organization*, vol 60, n°1, 2001, p 40-26.

MASSON Dominique, « Politique(s) des échelles et transnationalisation : perspectives géographiques », *Politique et Sociétés*, vol 28, n° 1, 2009, p 113-133.

MURDIE Amanda, DAVIS David, « Shaming and blaming : using events data to assess the impact of Human Rights INGOs » *International Studies Quarterly*, vol 56, 2012, p 1-16.

NAY Olivier, « Les agences de l'État, la production de l'expertise internationale et les transformations du marché des savoirs de réforme » in SIMEANT Johanna et *al*, *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS éditions, 2015, p 185-196.

NAY Olivier, PETITEVILLE Franck, « Éléments pour une sociologie du changement dans les organisations internationales », *Critique internationale,* n°53, 2011, p 9-20.

OSTRIITCHOUK ZAZULYA Olha, « Des victimes du stalinisme à la nation victime : De la commémoration en Ukraine (1989-2007) », *Le Débat*, n° 155, 2009, p 141-151.

POULIGNY Béatrice, « La communauté internationale face aux crimes de masse : les limites d'une communauté d'humanité », *Revue internationale de politique comparée*, vol 8, 2001, p 93-108.

POULIGNY Béatrice, « Une société civile internationale ? », *Critique internationale,* n° 13, 2001, p 120-122.

QUIJANO Aníbal « Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina », in LANDER Edgardo (dir.), *La colonialidad del saber : eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires, CLACSO, 2005, p 201- 246.

QUIJANO Aníbal, « El fantasma del desarrollo América Latina », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol 6, n°2, p 73-90.

SIKKINK Kathryn, RISSE, Thomas, ROPP Stephen, *The persistant power of Human Rights: from commitment to compliance*, Cambridge, Cambridge University Press 2013.

SIKKINK Kathryn, RISSE, Thomas, ROPP Stephen, *The power of Human Rights: International Norms and Domestic Changes*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

SIKKINK Kathryn, SMITH Jackie, « Infrastructures for change: transnational organizations 1953-1993 » in KHAGRAM Sanjeev, RIKER James, SIKKINK Kathryn, *Restructuring world politics: transnational social movements, networks and norms,* University of Minnesota Press, Minneapolis, 2002, p 24-44.

SMOUTS Marie-Claude, « Introduction. La mutation d'une discipline », in SMOUTS Marie-Claude, *Les nouvelles relations internationales*, Presses de Sciences Po, Coll. « Références », 1998, p 11-33.

STRANGE Susan, « The study of transnational relations », *International Affairs*, vol 52, 1976, p 333-345.

SIMEANT Johanna et *al*, *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS éditions, 2015.

SIMEANT Johanna, LICKERT Victoria, POUPONNEAU Florent, « Echelles, récits, bureaux, terrains du politique à l'international », in SIMEANT Johanna et *al*, *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS éditions, 2015, p 13-32.

SIMEANT Johanna, « Localiser le terrain de l'international », *Politix*, n°100, vol 25, 2012, p 129-147.

TATE Winifred, *Counting the dead: the culture and politics of human rights activism in Colombia*, Los Angeles, Ed University of California press, 2007.

UNRUH Jon, WILLIAMS Rhodri, *Land and Post-Conflict Peacebuilding*, New York, Routledge, 2013.
YOUNG Helen, GOLDMAN Lisa, *Livelihoods, Natural Resources, and Post-Conflict Peacebuilding*, New York, Routledge, 2015.

HISTOIRE COLOMBIENNE ET LATINO-AMERICAINE

AGIER Michel, QUINTIN Pedro, « Política, cultura y autopercepción : las identidades en cuestión » in BARBARY Olivier, URREA Fernando (dir.), *Gente Negra en Colombia : dinámicas sociopolíticas en Cali y el Pacifico*, Ed Lealon, CIDSE, IRD, COLCIENCIAS, 2004, 397-406.
AGUDELO Carlos Efrén, *Multiculturalismo en Colombia. Política, inclusión y exclusión de poblaciones negras*, Medellín, La Carreta, IRD, iCanH, IERI, 2005.
ARCHILA NEIRA Mauricio, *Idas y venidas, vueltas y revueltas: protestas sociales en Colombia 1958-1990*, Bogotá, CINEP, 2003.
ARCHILA NEIRA Mauricio et *al*, *Conflictos, poderes e identidades en el Magdalena Medio, 1990-2001*, Bogotá, CINEP-Colciencias, 2006.
AVILES William, « Paramilitarism and Colombia's Low-Intensity Democracy, *Journal of Latin American Studies*, vol 38, 2006, p 376-408.
BARBARY Olivier, URREA Fernando (dir.), *Gente Negra en Colombia : dinamicas sociopoliticas en Cali y el Pacifico*, Lealon, CIDSE, IRD, COLCIENCIAS, 2004.
BONILLA Guido, *La violencia contra la Unión Patriótica : un crimen de lesa humanidad*, Bogotá, Centro de Estudios e Investigaciones Sociales, 1993.
BORJA-OROZCO Henry, BARRETO Idaly, SABUCEDO José Manuel, LOPEZ-LOPEZ Wilson, « Construcción del discurso deslegitimador del adversario: gobierno y paramilitarismo en Colombia », *Universitas Psychologica*, vol 7, n° 2, 2008, p 571-583.
BOYER Véronique, « L'anthropologie des quilombos et la constitution de "nouveaux sujets politiques". De l'ethnie à la race et de l'autodéfinition au phénotype », *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, n° 59, 2011, p 157-178.
CAMACHO Alvaro, GUZMÁN Alvaro, *Ciudad y Violencia*, Bogotá, Foro Nacional, 1990.
CORREDOR Jessica, *Exercer sa citoyenneté par le droit à la terre : Les zones humanitaires et de biodiversité dans le Bajo Atrato en Colombie,* thèse de doctorat en sociologie, Paris, Université Paris-Diderot, 2015.
CORREDOR Jessica, « Négociations identitaires et légitimités territoriales : les Chilapos dans le Bajo Atrato en Colombie », *Cahiers de l'Urmis*, nº15, 2014.
DABÈNE Olivier, « Enclaves autoritaires en démocratie : perspectives latino-américaines », in CAMAU Michel *et al.* (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle : convergences Nord-Sud : mélanges offerts à Michel Camau*, Paris, La Découverte, 2008, p 89-112.
DAVILA SAAD Andrea, *La violencia en el Magdalena Medio: análisis de la dinámica espacial*, Bogotá, Uniandes, 2010.

DE FRIEDEMANN Nina, « Estudios de negros en la antropología colombiana », in AROCHA Jaime, DE FRIEDEMANN Nina (dir.), *Un siglo de investigación social : antropología en Colombia*, Bogotá, Etno, 1984.

DUARTE Carlos, *Desencuentros territoriales, Tomo 1 : la emergencia de los conflictos interétnicos e interculturales en el departamento del Cauca*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 2015.

DUARTE Carlos, PINZÓN Ricardo, SALCEDO Leonardo, « El paro nacional agrario: un análisis de los actores agrarios y los procesos organizativos del campesinado colombiano », Cali, Área de Investigación Aplicada, Centro de Estudios Interculturales, Universidad Javeriana de Cali, 2013.

ECHANDIA Camilo, SALAS Gabriel, *Dinámica espacial de las muertes violentas en Colombia*, Bogotá, Vicepresidencia de la República, Observatorio del Programa Presidencia de Derechos Humanos y DHI, FONADE, 2008.

FAJARDO MONTANA Dario, « Colombia: dos décadas en los movimientos agrarios » *Cahiers Des Amériques Latines*, n°71, 2013, p 145-168.

FALS BORDA Orlando, *Campesinos de los Andes*, Bogotá, Iqueima-Universidad Nacional de Colombia, 1961.

GARAY SALAMANCA Luis Jorge, BARBERI GOMEZ Fernando, CARDONA LANDINEZ Ivan, *Impactos del TLC con Estados Unidos sobre la economía campesina en Colombia*, Bogotá, Ilsa, 2010.

GRAJALES Jacobo, « Land grabbing, legal contention and institutional change in Colombia », *Journal of Peasant Studies*, vol 42, n° 3-4, 2015, p 541-560.

GRAJALES Jacobo, *Privatisation de la violence et formation de l'État. Le cas du phénomène paramilitaire en Colombie*, mémoire de recherche, Sciences Po CERI, 2009.

GRAJALES Jacobo, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala, coll. Recherches Internationales, 2016.

GROS Christian, *Nación, identidad y violencia : el desafío latinoamericano*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2010.

GUZMÁN German et *al*, *La violencia en Colombia. Estudio de un proceso social*, Bogotá, Circulo de Lectores,1988.

HOFFMANN Odile, *Communautés noires du Pacifique colombien, innovations et dynamiques ethniques*, Paris, Karthala-IRD, 2004.

HOFFMANN Odile, *Comunidades negras en el Pacifico colombiano*, Quito, Abya-Yala, 2007.

HOFFMANN Odile, « Flux et reflux des catégories identitaires. Une lecture des politiques foncières au Mexique et en Colombie », in PREVOT SCHAPIRA Marie-France, RIVIERE D'ARC Hélène, (dir.) *Les territoires de l'Etat-Nation en Amérique Latine*, Paris, IHEAL Editions, 2001, p 101-120.

HOFFMANN Odile, « Jeux de parole et de mémoire autour des mobilisations identitaires (Colombie) » *Autrepart*, 2000, p 33-51.

HURTADO Teodora, URREA Fernando, « Políticas y movimiento social negro agrario en el norte del cauca » in BARBARY Olivier, URREA Fernando (dir.), *Gente Negra en Colombia : dinamicas sociopoliticas en Cali y el Pacifico*, Lealon, CIDSE, IRD, COLCIENCIAS, 2004, p 359-396.

LEGRAND Catherine, *Colonización y protesta campesina en Colombia (1850-1950),* Bogotá, Centro Editorial, Universidad Nacional de Colombia, 1988.

LEGRAND Catherine, *Frontier expansion and peasant protest in Colombia, 1850-1936*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1986.

MARTI I PUIG Salvador, « Les raisons de l'existence et du succès des partis ethniques en Amérique Latine. Les cas de la Bolivie, de l'Équateur, du Guatemala, du Mexique, du Nicaragua et du Pérou (1990-2005) », *Revue internationale de politique comparée,* vol 17, 2010, p 143-165.

MEDINA Medófilo, *La protesta urbana en Colombia en el siglo XX,* Bogotá, Aurora, 1984.

MOLANO Alfredo, *En medio del Magdalena Medio*, Bogotá, CINEP, 2009.

OSLENDER Ulrich, *Construyendo Contrapoderes a Las Nuevas Guerras Geo-Económicas: Caminos Hacia Una Globalización de La Resistencia*, Bogotá, Universidad Colegio Mayor de Cundinamarca, 2004..

PECAUT Daniel, « Brouillage de l'opposition "ami/ennemi" et "banalisation" des pratiques d'atrocités. À propos des phénomènes récents de violence en Colombie », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°83, 2012, p 9-32.

PECAUT Daniel, « Presente, pasado y futuro de la violencia »*, Análisis Político*, n°30, 1997, p 1-43.

PIZARRO Eduardo, *Insurgencias sin revolucion: la guerrilla en Colombia en una perspectiva comparada*, Bogotá, Tercer Mundo, 1996.

PRADA Esmeralda, « Luchas campesinas e indígenas », in ARCHILA NEIRA Mauricio (éd.), *25 años de luchas sociales en Colombia (1975-2000)*, Bogotá, CINEP, 2002, p 121-166.

RESTREPO Eduardo, « Etnización y multiculturalismo en el Bajo Atrato », *Revista Colombiana de Antropología,* n°47, juillet 2008, p 37-68.

REYES Alejandro, « La Violencia y el problema agrario en Colombia », *Análisis Político,* n°2, 1987.

RIOS MOLINA Andres, *Identidad y Religion en la colonización del Uraba Antioqueño*, Bogotá, ASCUN, 2002.

RUDLING Adriana, « Out of One, Many. Fragmentation and Continuity in ASFADDES. The Establishment of *Familiares Colombia* », présentation dans le cadre du congrès international de la Latin American Studies Association, Panel « Organizing for peace in Colombia », New York, 27 mai 2016.

SALGADO Carlos, PRADA Esmeralda, *Campesinado y Protesta Social en Colombia 1980-1995,* Bogotá, CINEP, 2000.

SALGADO Carlos, « Los campesinos imaginados. El campo en los planes. », *Cuadernos Tierra y Justicia*, Bogotá, ILSA, n°6, 2010, 13-21

SANCHEZ Gonzalo, LAIR Eric, (dir.), *Violencias y estrategias colectivas en la región andina: Bolivia, Colombia, Ecuador, Perú y Venezuela*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2004.

URIBE Maria Victoria, VASQUEZ Teófilo, *Enterrar y callar: las masacres en Colombia 1980-1993*, Bogotá, Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos-Fundación Terres des Hommes, 1995.

VARGAS Alejo, *Magdalena Medio santandereano. Colonización y Conflicto armado,* Bogotá, CINEP, 1992.
VIDAL CASTANO José, *Panorama del sindicalismo en Colombia. Analisis 3,* Bogotá, Friedrich Ebert Stiftung en Colombia, 2012.
WABGOU Maguemati, AROCHA RODRIGUEZ Jaime, SALGADO CASSIANI Aiden José, CARABALI OSPINA Juan Alberto, *Movimiento social afrocolombiano, negro, raizal y palenquero : el largo camino hacia la construcción de espacios comunes y alianzas estratégicas para la incidencia política en Colombia*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia Facultad de Derecho, Ciencias Políticas y Sociales, Instituto Unidad de Investigaciones Jurídico-Sociales Gerardo Molina, 2012.

SOCIOLOGIE ET SCIENCE POLITIQUE

AVANZA Martina, LAFERTE Gilles, « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, n° 61, 2005, p 134-152.
AYMES Marc, HERSANT Jeanne, MASSICARD Elise, « Mots de là-bas, savoirs d'ici » *Labyrinthe*, n° 21, 2005, p 21-24.
BARTHE Yannick *et al.*, « Sociologie pragmatique : mode d'emploi », *Politix*, n°103, 2013, p 175-204.
BAYART Jean François, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.
BLATRIX Cécile, « La démocratie participative en représentation », *Société Contemporaine*, n° 74, 2009, p 97-119.
BECKER Howard, *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1992.
BERGERON Henri, SUREL Yves, VALLUY Jérôme, « L'Advocacy Coalition Framework. Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques ? », *Politix*, vol 11, n° 41, 1998, p 195-223.
BERNSTEIN Henry, BYRES Terence, « From Peasant Studies to Agrarian change », *Journal of Agrarian Change*, vol 1, n°1, 2001, p 1-56.
BLONDIAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil, 2008.
BOLTANSKI Luc, *Les Cadres: La formation d'un groupe social*, Paris, Les Editions de Minuit, 1982.
BOLTANSKI Luc*, De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation,* Paris, Gallimard, 2009.
BOURDIEU Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Du Seuil, 2001.
BOURDIEU Pierre, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 31, n° 1, 1980, p 2-3.
BOURDIEU Pierre, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées » *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145, 2002, p 3-8.
BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 62, 1986, p 69-72.
BRICQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric, « L'espace du local » *Politix*, n°7-8, 1989.

BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric, « L'analyse localisée du politique : lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, n°7-8, 1989, p 6-16.

BONDAZ, Julien, GRAEZER BIDEAU, Florence, ISNART, Cyril, LEBLON, Anaïs, « Relocaliser les discours sur le "patrimoine" », in BONDAZ, Julien, GRAEZER BIDEAU, Florence, ISNART, Cyril, LEBLON, Anaïs, *Les vocabulaires locaux du « patrimoine » : traductions, négociations et transformations*, Berlin, Lit, 2014, p 9-30.

BONDAZ Julien, ISNART Cyril, LEBLON Anaïs, « Au-delà du consensus patrimonial », *Civilisations,* n°61, 2012, p 9-21.

CALLON Michel, RABEHARISOA Vololona, « La leçon d'humanité de Gino », *Réseaux*, vol 17, n° 95, 1999, p 197-233.

COLLOVALD Annie, SAWICKI Frédéric, « Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction », *Politix*, vol 4, n°13, 1991, p 7-20.

COMBES Hélène, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*. Paris, Karthala et CERI, coll. Recherches internationales, 2011.

COMBES Hélène, « Pour une sociologie du multi-engagement : réflexion sur les relations partis-mouvements sociaux à partir du cas mexicain » *Sociologie et Société,* vol 41, n°2, 2009, p 161-188.

CHARAUDEAU Patrick, « Identité linguistique, identité culturelle : une relation paradoxale », in LAGARDE Christian (dir.), *Le discours sur les "langues d'Espagne". El discurso sobre las l'enguas españolas" 1978-2008*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 2009. Disponible en ligne http://www.patrick-charaudeau.com/Identite-linguistique-identite.html, consulté le 10 juin 2015.

CHARAUDEAU Patrick, « Identité sociale et identité discursive. Un jeu de miroir fondateur de l'activité langagière », *Identités sociales et discursives du sujet parlant*, Paris, L'Harmattan, 2009, p 15-28.

DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques: la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009.

DUBAR Claude, *La socialisation : Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1995.

DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, « Entretiens dans la cité ou comment la parole se politise », *EspacesTemps. Les Cahiers*, n°76-77, 2002, p 95-109.

DURKHEIM Emile, *L'éducation morale*, Paris, PUF, 2012.

GAMSON William, « Le legs de Goffman à la sociologie politique», *Politix*, vol 1, n°3, 1988.

GAMSON William, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

GAXIE Daniel, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens"», *Revue française de science politique,* vol 57*,* n°6, 2007, p 737-757.

GOFFMAN Erving, *Frame analysis. An essay on the organization of experience*, Londres, Harper and Row, 1974.

GOFFMAN Erving, *Stigmate : Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Editions de Minuit, 1975.

GRIGNON Claude, PASSERON Jean-Claude, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Editions du Seuil/Gallimard, 1989.

HAMIDI Camille, « De quoi un cas est-il le cas ? » *Politix,* n°100, vol 25, 2012, p 85-98.

HAMIDI Camille, « Lire le capital social. Autour de Robert Putnam », *Revue française de science politique*, vol 53, 2003, p 607-613.

JOIGNANT Alfredo, « Compétence et citoyenneté. Les pratiques sociales du civisme ordinaire au Chili et les logiques de la compétence du citoyen », *Revue française de science politique*, vol 52, 2002*,* p 233-249.

JOIGNANT Alfredo, « Pour une sociologie cognitive de la compétence politique » *Politix*, vol 17, n°65, 2004, p 149-173.

KITSCHELT Herbert, *The Logics of Party Formation : Ecological Politics in Belgium and Germany*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1989.

KRIEG-PLANQUE Alice, *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Armand Colin, 2012.

KRISTENSEN Stephan *Parole et subjectivité. Merleau-Ponty et la phénoménologie de l'expression*, George Olm Verlag, 2010.

LACLAU Ernesto, MOUFFE Chantal, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Paris, Les Solitaires Intempestifs, 2009.

LAGROYE Jacques, « Les processus de politisation », in LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p 359-372.

LAGROYE Jacques, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po-Dalloz, 1991.

MARTIN Denis-Constant et *al.,* « Écarts d'identité, comment dire l'Autre en politique ? », in MARTIN Denis-Constant (dir.), *L'identité en jeux*, Karthala , 2010, p 13-134.

MASSARDIER Gilles, *Politiques et action publique*, Armand Colin, 2008.

MASSICARD Elise, « Le fonctionnaire inachevé ? La figure du maire de quartier (muhtar) » in AYMES Marc, GOURISSE Benjamin, MASSICARD Elise, *L'art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire Ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2014, p 259-292.

GAXIE Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.

MASSICARD Elise, « Enjeux de nomination. Les usages savants de la communauté », *Labyrinthe*, n° 21, 2005, p 49-52.

MISCHI Julian, « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, vol 16, n°63, 2003, p 91-119.

MISCHI Julian, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Paris, Editions Agone, 2014.

MORENA Edouard, « Bien plus qu'un sac de pommes de terre : l'apport des marxistes anglo-saxons à l'analyse de la paysannerie contemporaine », in RAOUF SAIDI Mohammed, STREITH Michel (dir.), *Petites paysanneries au nord et au sud de la Méditerranée. Questions de méthodes (I),* Paris, Publisud, 2010, p 251-273.

NAY Olivier, SMITH Andy, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institutions » in NAY Olivier, SMITH Andy (dir.), *Le gouvernement du compromis Courtiers et généralistes dans l'action politique,* Paris, Economica, 2002, p 47- 86.

NIZET Jean, RIGAUX Natalie, *La sociologie de Erving Goffman*, La Découverte, Coll. Repères, 2005.

OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques,* Paris, PUF, 1987.

PASSERON Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, vol 31, n°1, 1980, p 3-22.
PAUGAM Serge (dir), *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales,* Paris, PUF, Coll. Le Lien social, 2007.
PAUGAM Serge, *Le lien social,* Paris, PUF, 2008.
PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1989
PUDAL Romain, « La sociologie française est-elle *pragmatist compatible* ? », *Tracés. Revue de Sciences humaines,* n°15, 2008, disponible en ligne, consulté le 17 Juillet 2016. http://traces.revues.org/613
PUDAL Romain, « Enjeux et usages du pragmatisme en France (1880-1920). Approche sociologique et historique d'une acculturation philosophique », *Revue française de sociologie,* vol 52, 2011, p 747-775.
REVEL Jacques (dir), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Le Seuil 1996.
RICŒUR Paul, *Temps et récit. Tome 3*, Paris, Le Seuil, 1991.
SAMOUTH Eglantine, SERRANO Yeny, « Identités et conflits dans le discours latino-américain », *Mots. Les langages du politique*, n° 109, 2015, p 5-19.
SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 2000.
STRAUSS Anselm, *Miroirs et masques*, Paris, L'Harmattan, 1992.
SUAUD Charles, « Le mythe de la base : Les États Généraux du développement agricole et la production d'une parole paysanne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 52-53 « Le travail politique », 1984, p 56-79.
SUREL Yves, « Les politiques publiques comme paradigmes » in FAURE Alain, POLLET Gilles, WARIN Philippe (dir.), *La construction du sens dans les politiques publiques*, Paris, L'Harmattan, 1995, p 125-151.
TALPIN Julien, « Jouer les bons citoyens. Les effets contrastés de l'engagement au sein de dispositifs participatifs », *Politix*, n° 75, 2006, p 11-31.
WEBER Max, «De la sociologie compréhensive», *Les cahiers de psychologie politique*, n°19, 2011,disponible en ligne : http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=1950 consulté le 10 juin 2015.
WEBER Max, *Économie et société*, 1, Paris, Plon, 1971.
WEBER Max, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, Pocket, 1992

METHODE DES SCIENCES SOCIALES

AGIER Michel, *Anthropologues en danger*. *L'engagement sur le terrain,* Paris, Jean-Michel Place, Coll. Les Cahiers de Gradhiva, 1997.
ALBERA Dionigri (dir), « Terrains minés », *Ethnologie française*, vol 31, n° 1, 2001, p 5-13.
AYIMPAM Sylvie, BOUJU Jacky, « Objets tabous, sujets sensibles, lieux dangereux. Les terrains difficiles aujourd'hui», *Civilisations*, n°64, 2015, p 11-20.

BEAL Vincent, « Résoudre les tensions entre généralisation et singularité par l'écriture comparative ? », *Revue internationale de politique comparée*, vol 19, 2012, p 39-59.

BENSA Alban, « De la relation ethnographique. A la recherche de la juste distance », *Enquête*, n°1, 1995, disponible en ligne, consulté le 15 août 2016. URL : http://enquete.revues.org/268

BIZEUL Daniel, « L'expérience du sociologue comme voie d'accès au monde des autres » in NAUDIER Delphine, SIMONET Maud, *Des sociologues sans qualités ?,* La Découverte «Recherches », 2011, p 167-185.

BIZEUL Daniel, « Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe », *Revue française de science politique*, vol 57, 2007, p 69-89.

BOUMAZA Magali, « Les corps du chercheur. Une méthodologie immersive », *Quaderni*, vol 80, n°1, 2013, p 143-148.

BOUMAZA Magali et CAMPANA Aurélie, « Enquêter en milieu "difficile" », *Revue française de science politique*, vol 57, 2007, p 5-25.

BOURDIEU Pierre, « Annexe 1. L'illusion biographique », in BOURDIEU Pierre, *Raisons Pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Ed du Seuil, 1994, p 81-89.

BOURDIEU Pierre, *Le sens Pratique*, Le Seuil, 1994.

BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie,* Paris, les Editions de Minuit, 1980.

BOURDIEU Pierre, *Raisons Pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Ed du Seuil, 1994.

BOURDIEU Pierre, « Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 23, 1978, p 67-69.

BOURDIEU Pierre, WACQUANT Loïc, *Invitation à la sociologie réflexive,* Paris, Seuil, 2014.

BOURGOIS Phillipe, *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil, 2001.

BROQUA Christophe, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, n° 75, 2009, p 109-124.

CEFAÏ Daniel, AMIRAUX Valérie, « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales. Partie 1 », *Cultures & Conflits,* n° 47, 2002, disponible en ligne, consulté le 07 octobre 2013. URL : http://conflits.revues.org/829

COURTIN Émilie et *al.*, « Démêler les fils du récit comparatif », *Revue internationale de politique comparée*, vol 19, 2012, p 7-17.

DE VERDALLE Laure, VIGOUR Cécile, LE BIANIC Thomas, « S'inscrire dans une démarche comparative. Enjeux et controverses », *Terrains & travaux,* n° 21, 2012, p 5-21.

DURKHEIM Émile, *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 1986.

FALS BORDA Orlando, « La investigación-acción participativa: política y epistemología », in CAMACHO GUIZADO Álvaro (dir.), *La Colombia de hoy: sociología y sociedad*, CIDSE, Universidad del Valle, 1986.

FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post-scriptum », *Revue française de science politique,* vol 51, 2001, p 199-215.

FOGEL Frédérique, RIVOAL Isabelle, « Introduction », *Ateliers du LESC*, n° 33, 2009, disponible en ligne, consulté le 4 février 2014. URL : http://ateliers.revues.org/8192

GALLENGA Ghislaine, « Une ethnologue dans la grève », *Ethnologie française*, vol 35, n° 4, 2005, p 723-732.
KOREN Roselyne « Analyses du discours et engagement du chercheur », *Argumentation et Analyse du Discours,* n°11, 2013, disponible en ligne, consulté le 15 octobre 2013. URL : http://aad.revues.org/1571
LATRIX Cécile, « La démocratie participative en représentation », *Société Contemporaine*, n° 74, 2009, p 97-119.
MASSICARD Elise, « Être pris dans le mouvement. Savoir et engagement sur le terrain », *Cultures & Conflits*, vol 3, n°47, 2002 p 117-143.
NEVEU Érik, « Recherche et engagement. Actualité d'une discussion », *Questions de communication*, n°3, 2003, 109-120.
PASSERON Jean-Claude, « L'espace mental de l'enquête (I). La transformation de l'information sur le monde dans les sciences sociales », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, n° 1, 1995, p 13-42.
SARTORI Giovanni, « Bien comparer, mal comparer », *Revue internationale de politique comparée*, vol 1, n° 1, 1994, p 19-36.
STEINMETZ George, « Odious comparisons : incommensurability, the case study and "small N's" in sociology », *Sociological Theory*, vol 22, 2004, p 371-400.
VIGOUR Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes*, Paris, La Découverte, 2005.
VLASSENROOT Koen, « War and Social Research: The limits of empirical methodologies in war-torn environments », *Civilisations*, n° 54, 2006, p 191-198.

AUTRES SOURCES

ALLAIN Mathilde, « La paz y el desarrollo en el campo colombiano », *Palabras Al Margen*, Edition 53, Mars 2015, disponible en ligne, consulté le 7 Août 2016. URL : http://palabrasalmargen.com/index.php/articulos/nacional/item/la-paz-y-el-desarrollo-en-el-campo-colombiano-2
ALLAIN Mathilde, « Accaparements des terres et dialogues de paix en Colombie », *Noria Research,* Juin 2015, disponible en ligne, consulté le 24 Août 2016. URL : http://www.noria-research.com/accaparement-foncier-et-negociations-de-paix-en-colombie/
AMNESTY INTERNATIONAL, rapports par pays, Colombie 1970-1980.
AMNESTY INTERNACIONAL, *Un título de propiedad no basta. Por una restitución sostenible de tierras en Colombia*, Londres, 2014.
CENTRO NACIONAL DE MEMORIA HISTORICA, « Una guerra prolongada y degradada. Dimensiones y modalidades de violencia », in INFORME GENERAL, *Basta Ya ! Colombia : Memorias de guerra y dignidad*, Bogotá, Imprenta Nacional, 2013, p 31-109.
CINEP/CREDHOS, *Barrancabermeja, la otra versión, Caso tipo 3*, Informe Noche y Niebla, 2004.

COMISIÓN INTERECLESIAL DE JUSTICIA Y PAZ, *La Tramoya, derechos humanos y palma aceitera. Curvaradó y Jiguamiandó. Caso Tipo n°6*, Ed Comisión Intereclesial de Justicia y Paz et CINEP, 2005.

DEPARTAMENTO ADMINISTRATIVO NACIONAL DE ESTADISTICAS, Communiqué de presse « Pauvreté en Colombie », mai 2012.

DEPARTAMENTO ADMINISTRATIVO NACIONAL DE ESTADISTICAS, Censo Nacional Agropecuario, 2014.

DEPARTAMENTO NACIONAL DE PLANEACIÓN, República de Colombia, *Plan Nacional de desarrollo 2010-2014*, Imprenta Nacional de Colombia, 2011.

FAO-BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO, *Políticas para la agricultura familiar en América Latina y el Caribe*, Santiago de Chile, Fernando Soto Baquero, Marcos Rodríguez Fazzone César Falconi (dir.), Oficina regional de la FAO para América Latina y el Caribe, 2007.

GRUPO DE MEMORIA HISTORICA, *El Placer : Mujeres, coca y guerra en el Bajo Putumayo*, Bogotá, Taurus/Semana, 2012.

FORJADORES POR LA PAZ, « El problema de la tierra en Colombia », disponible en ligne, consulté le 26 septembre 2016. URL : https://www.youtube.com/watch?v=PDZRVaqA0TU

INTER-AMERICAN COURT OF HUMAN RIGHTS, *Case of the afro-descendant communities displaced from the Cacarica river basin (operation genesis) v. Colombia, Judgment*, 20 novembre 2013.

INTERNATIONAL TRADE UNION CONFEDERATION, *ILO Sanctions Colombia's Poor Human Rights Record*, Juin 2010.

OCHA, « La dimensión humanitaria tras los acuerdos de paz: propuestas para la comunidad internacional en Colombia », rapport janvier 2015.

PEACE BRIGADES INTERNATIONAL, « Curvaradó y Jiguamiandó. El reto sigue vigente : la restitucion de las tierras », *Paquete Informativo*, PBI Colombia. 2011.

PNUD Colombie, *Colombia Rural, Razones para la esperanza*, Informe Nacional de Desarrollo Humano, rapport de 2011.

PROYECTO DE LEY « PLAN NACIONAL DE DESARROLLO 2014-2018 "Todos por un nuevo país" », 2015.

REPORTERS SANS FRONTIERES, Classement mondial de la liberté de la presse, 2016.

http://elpais.com/diario/1999/11/26/internacional/943570820_850215.html consulté le 26 septembre 2016.

https://www.hrw.org/es/report/2015/06/23/el-rol-de-los-altos-mandos-en-falsos-positivos/evidencias-de-responsabilidad-de consulté le 7 Août 2016.

http://www.pasointernational.org/en/colombian-context-3/ consulté le 15 Juillet 2015.

http://www.ens.org.co/apc-aa files/4e7bc24bf4203c2a12902f078ba45224/Vivian_Morales.pdf. Consulté le 14 juillet 2014.

http://farmlandgrab.org/post/view/22633#sthash.IwiKemnZ.JVMhydaA.dpuf. Consulté le 15 juillet 2016.

Listes

1. Des sigles

ACVC : *Asociación campesina del valle del rio Cimitarra*- Association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra
AFLICOC : *Asociación de Familias pertenecientes a los consejos comunitarios de Curvaradó, Jiguamiandó, Pedeguita y Mancilla, y Vigía Curvaradó*- Association des familles des conseils communautaires de Curvaradó, Jiguamiandó, Pedeguita et Mancilla, et Vigía Curvaradó.
ANZORC : *Asociación Nacional de Zonas de Reserva Campesina*- Association Nationale des Zones de réserve paysanne.
AUC : *Autodefensas Unidas de Colombia* – Autodéfenses Unies de Colombie
CIDH : Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme
CIJYP : *Comisión Intereclesial de Justicia y Paz*- Commission Interéclesiale de Justice et Paix
CINEP : *Centro de Investigación y Educación Popular-Programa por la Paz*- Centre de recherche et d'éducation populaire- Programme pour la Paix.
CREDHOS : *Corporación Regional por la Defensa de los Derechos Humanos* – Corporation régionale pour la défense des droits de l'Homme.
DIH : Droit International Humanitaire
ELN : *Ejercito de Liberación Nacional*- Armée de Libération Nationale
EPL : *Ejercito Popular de Liberación* – Armée Populaire de Libération
FAO : *Food and Agriculture Organization*- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FARC-EP : *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*-Ejercito del Pueblo- Forces Armées Révolutionnaires de Colombie- Armée du Peuple
INCODER: Institut Colombien de Développement Rural
JAC : *Juntas de Acción Comunal* – Conseil d'action communale
M19 : *Movimiento del 19 de Abril* – Mouvement du 19 Avril
MOVICE : *Movimiento de Victimas de Crímenes del Estado*- Mouvement des Victimes de crimes d'État
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONGI : Organisation Non Gouvernementale Internationale
ONU : Organisation des Nations Unies
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
UP : *Unión Patriótica* -Union Patriotique
ZRC: *Zona de Reserva Campesina*- Zone de réserve paysanne

2. Des encadrés

Encadré n°1. Questions de développement et situation des campagnes en Colombie.
Encadré n°2. Le néolibéralisme en Colombie.
Encadré n°3. La méthode de recherche d'Orlando Fals Borda.
Encadré n°4. Saisir les évolutions des revendications paysannes.
Encadré n°5. Le quotidien des enquêtés du Magdalena Medio et du Bas Atrato.
Encadré n°6. L'opération « Genèse », une opération « anti-guérilla » aux conséquences humanitaires alarmantes.
Encadré n°7. Des découpages administratifs complexes.
Encadré n°8. La trajectoire militante d'un leader historique de l'ACVC.
Encadré n°9. Registre militant et religieux dans le Bas Atrato.
Encadré n°10. Une mobilisation en situation de contrainte à Remedios.
Encadré n°11. La mobilisation d'une communauté afro-descendante face à un ordre d'expulsion.
Encadré n°12. Un financement international pour soutenir la défense des zones de réserve paysanne.
Encadré n°13. Le parcours de Franco, un chercheur au sein de l'ACVC.
Encadré n°14. Les « bonnes pratiques » agricoles en débat au sein de l'ACVC.
Encadré n°15. L'assemblée générale de la table communale de Remedios.
Encadré n°16. La rencontre inter-ethnique de Jiguamiandó.
Encadré n°17. Le rôle des villes dans les mobilisations paysannes.
Encadré n°18. La méthodologie participative de Forum Syd.

3. Des photos

Photo n°1. Le monument de la mémoire de Puerto Nuevo Ité, Cimitarra.
Photo n°2. Réunion autour du monument de la mémoire, après la grève agraire de 2013, Puerto Nuevo Ité, Cimitarra.
Photo n°3. Un membre de la communauté de La Madre dessine son territoire pendant une activité de mémoire, La Larga Tumarado, Chocó.
Photo n°4. Le résultat de l'activité de mémoire des habitants de La Madre, La Larga Tumarado, Chocó.
Photo n°5. Les paysans aux côtés des militants des droits de l'Homme à Barrancabermeja dans les années 1990.
Photo n°6. Maria, leader du Curvaradó devant la zone humanitaire de Camélias, début des années 2000.
Photo n°7. L'héritage religieux dans la constitution des zones humanitaires.
Photo n°8. Enrique explique la situation des communautés afro-descendantes au micro de RFI.

Photo n°9. La carte d'une partie de la ZRC, dessinée par les leaders de l'ACVC.
Photo n° 10. Affiche de promotion du campement écologique.
Photo n°11. Une conférence lors du campement écologique de l'ACVC.
Photo n°12. Affiche de promotion du documentaire-fiction des jeunes de Camélias.
Photos n°13 et 14. Atelier d'identification des problèmes de la finca.
Photo n°15. Maison de la mémoire de Nueva Esperanza, Jiguamiandó.
Photos n° 16 et 17. Les paysans de l'ACVC en conférence de presse à Cantagallo.
Photos n°18 et 19. Rencontre des communautés de CONPAZ.
Photo n°20. Les paysans du Cimitarra rentrent chez eux après plusieurs mois de grève.
Photo n°21 Les manifestants se préparent pour défiler pour la Marche Patriotique.
Photo n°22. Un leader paysan du Boyacá prend la parole lors du Congrès des Peuples.
Photo n° 23. Affiche de campagne de Raul, leader du Curvaradó.
Photo n°24. La présence internationale de PBI dans le Bas Atrato.
Photo n°25. Francisco explique les problèmes identifiés dans le Sud du Bolivar à partir d'une carte réalisée par les paysans.

4. Des cartes

Carte n°1. Carte de la Colombie et localisation des terrains de recherche.
Carte n°2. Acteurs et processus dans la compétition pour le territoire dans la zone de réserve paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra.
Carte n°3. Acteurs et processus dans la compétition pour le territoire dans le Bas Atrato.
Carte n°4. Les mobilisations pendant la grève nationale agraire.

5. Des figures

Graphique n°1. Comparaison des taux d'homicide entre le niveau national, le département d'Antioquia et la région d'Urabá

Figure n°1. Quelles sources pour identifier les liens entre le local et l'international ?
Figure n°2. Varier les points d'observation et les points de vue
Figure n°3. Les autres processus paysans dans le Magdalena Medio et dans le Bas Atrato.
Figure n°4. Les épisodes clés de l'histoire commune racontée par les enquêtés
Figure n° 5. Les différentes voies de diffusion entre les niveaux local et international
Figure n°6. Résumé des observations participantes des rencontres entre acteurs locaux et internationaux en Colombie.
Figure n°7 : Les étapes de l'interaction entre Franco et Pierre.
Figure n°8. Structure organisationnelle et hiérarchique des deux organisations paysannes.
Figure n°9. Les conditions organisationnelles du changement.
Figure n°10. Parcours de quelques membres de l'équipe technique.

Figure n°11. Trajectoires de jeunes leaders dans le Curvaradó.
Figure n°12. Présence des délégués de l'ACVC dans d'autres institutions et organisations au niveau national.
Figure n°13. La multi-dimensionnalité des causes paysannes.
Figure n°14. La diversité des paysans mobilisés pendant la grève agraire de 2013.
Figure n° 15. Comparaison entre la Marche Patriotique et le Congrès des Peuples.

Annexe 1 : Liste des entretiens

1. Entretiens réalisés avec des membres de l'ACVC.

Nom	Fonction	Durée	Lieu de l'entretien	Date de l'entretien
César Jérez	Leader de l'ACVC	Non enregistré	Bogotá, locaux de Prensa rural	23 novembre 2012
Jeune homme	Equipe de terrain puis coordinateur de section	1h15	Barrancabermeja siège de l'ACVC	4 décembre 2012
Homme	Président du conseil (JAC) de Puerto Matilde Leader local de l'ACVC	2h30	Maison de l'ACVC, village de Puerto Matilde	6 décembre 2012
Miguel Angel Gonzalez Huepa	Secrétaire de l'ACVC	1h	Barrancabermeja puis Puerto Matilde (entretien en 2 fois)	5 et 6décembre 2012
Homme et jeune femme	Coordinateur section Sud Bolivar Et équipe de terrain Sud Bolivar	1h30	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	7 décembre 2012
Alvaro Mansano *2 entretiens*	Vice-président En charge des tables communales pour la vie digne	1h10 45 min	Barrancabermeja siège de l'ACVC Bureau des tables communales à Yondo	1er octobre 2013 26 août 2014
Jeune homme	Equipe de terrain du Sud Bolivar	1h22	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	1er octobre 2013
Jeune femme	Equipe de terrain Sud Bolivar et responsable du « projet femmes »	28 min	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	2 octobre 2013
2 hommes	Comité Bétail d'Alto San Juan (Sud Bolivar) Comité éthique et moral de l'ACVC	37 min	Campement de grève de Payoa	2 octobre 2013

Homme	Comité éthique et moral de l'ACVC	23 min	Campement de grève de Payoa	2 octobre 2013
Eladio Morales	Leader de l'ACVC	45 min	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	3 octobre 2013
Femme	Avocate de l'ACVC	40 min	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	3 octobre 2013
Francisco Javier Amaya	Porte parole de la MIA régionale. Comité Bétail du Sud Bolivar (au moment de l'entretien) Par la suite : responsable de la section Cantagallo.	32 min	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	3 octobre 2013
Maria Irene Ramirez Amaya	Leader de Puerto Matilde Responsable du projet « jardins communautaires » (au moment de l'entretien) Par la suite : présidente de l'ACVC	57min	Chez elle, village de Puerto Matilde	5 octobre 2013
Homme	Leader du JAC de Jabonal	59min	Puerto Matilde	5 octobre 2013
Luis Carlos Ariza *2 entretiens*	Leader historique de l'ACVC Responsable « Projets » ACVC	2h30 36 min	Puerto Matilde Le 1er entretien avec Carlos Martinez (le rejoint au cours de l'entretien) Le deuxième, seul devant chez lui.	6 décembre 2012 6 octobre 2013
Homme	Membre du conseil de Puerto Matilde, « Groupe de soutien » ACVC	35 min	Chez lui à Puerto Matilde	6octobre 2013
Homme	« Groupe de soutien » du village de Dos Quebradas (Remedios) Membre d'ASORVIM (Association régionale des victimes du Magdalena Medio)	15min enregistrement le reste sans enregistrement	Village de Puerto Nuevo Ité (« Cooperativa »)	9 octobre 2013

	Comité éthique et moral de l' ACVC			
Femme	Fondatrice du village de Cooperativa, aujourd'hui Puerto Nuevo Ité	Non enregistré (refus de l'enregistrement)	Chez elle, village de Puerto Nuevo Ité (« Cooperativa »)	9 octobre 2013
Femme	Administratrice de la coopérative. Membre du conseil de Puerto Nuevo Ité.	28 min	Devant la coopérative, village de Puerto Nuevo Ité (« Cooperativa »)	9 octobre 2013
Femme	Membre du conseil de Puerto Nuevo Ité.	24 min	Chez elle, village de Puerto Nuevo Ité (« Cooperativa »),	9 octobre 2013
Homme	Président du conseil de Puerto Nuevo Ité.	37 min	Devant chez lui, village de Puerto Nuevo Ité (« Cooperativa »),	9 octobre 2013
Homme	Équipe de terrain de l'ACVC	40 min	Village de Puerto Nuevo Ité (« Cooperativa »),	9 octobre 2013
Homme	Membre du conseil de Campo Bijao	23min	Village de Campo Bijao	10 octobre 2013
Homme	Membre du conseil de Caño Tigre	34 min	Village de Campo Bijao	10 octobre 2013
Homme	Leader de l'ACVC Responsable de la zone de Puerto Nuevo Ité	24min	Devant la coopérative, village de Puerto Nuevo Ité (« Cooperativa »),	10 octobre 2013
Homme	Délégué de la MIA régionale. Membre de l'ACVC	54 min	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	12 octobre 2013
Homme	Membre du conseil de Alto San Juan	33min	Chez lui, à Alto San Juan	14 octobre 2013
Femme et homme	Membres du conseil de Alto San Juan	33 min	Alto San Juan	14 octobre 2013
Homme	Président du conseil de Alto San Juan	25min	Devant chez lui à Alto San Juan	14 octobre 2013
Homme	Membre du comité « bétail »	1h03	Chez lui à Alto Limón	14 octobre 2013
Mario Martinez	Coordinateur général de l'ACVC, leader historique	51min	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	16 octobre 2013
Miguel Cifuentes	Chargé des relations internationales	57 min	Bogotá, dans un café près du siège de la Marche Patriotique	29 octobre 2013
Yenly	Chargée des	40min	Bogotá, bureaux de	30 octobre

Angelica Mendez	alliances internationales et financements internationaux		l'Institut colombien de développement rural (INCODER)	2013
Mauricio Ramos	Délégué ACVC auprès de la Marche Patriotique Responsable des relations internationales de l'ACVC	1h20	Bogotá, siège de la Marche Patriotique	18 décembre 2013
Gilberto Guerra	Coordinateur général de l'ACVC, leader historique	2h30	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	24 août 2014
Homme	Leader historique ACVC Membre coordination	1h10	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	23 août 2014
Yesica Mendez, jeune femme	Equipe de terrain puis membre de l'équipe technique à Bogotá	46min	Bogotá, bureaux de l' l'ACVC	19 septembre 2014

2. Entretiens réalisés avec des membres des communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó

Nom	**Fonction**	**Durée**	**Lieu de l'entretien**	**Date de l'entretien**
Homme	Membre de la Zone humanitaire de Nueva Esperanza Jiguamiandó	19 min	Dans l'école, Nueva Esperanza Jiguamiandó	15 novembre 2013
Homme	Membre de la Zone humanitaire de Nueva Esperanza Jiguamiandó	18 min	Dans l'école, Nueva Esperanza Jiguamiandó	15 novembre 2013
Homme	Membre de la Zone humanitaire de Nueva Esperanza Jiguamiandó Responsable de la santé	20 min + 1h12 (entretien en deux moments)	Dans l'école, Zone humanitaire de Nueva Esperanza Jiguamiandó	15 novembre 2013
Homme	Représentant légal de l'AFLICOC, l'association des	1h12	Dans l'école, Zone humanitaire de Nueva Esperanza	15 novembre 2013

	familles des bassins		Jiguamiandó	
Homme	Leader historique de la Zone humanitaire de Nueva Esperanza Jiguamiandó	24 min + 27 min (entretien interrompu)	Dans la maison de la mémoire, puis dans la maison de l'ONG, Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	17 novembre 2013
Jeune homme	Leader de la Zone humanitaire de Costa Azul	5 min + 16 min (entretien interrompu)	Durant le campement de la Nueva Union, bassin de Pedeguita y Mansilla	18 novembre 2013
Femme	Leader de la Zone humanitaire de Caño Manso	25 min	Chez elle, Zone humanitaire de Caño Manso, Curvaradó	19 novembre 2013
Homme	Leader de la Zone humanitaire de Caño Manso	35 min	Dans l'école de la Zone humanitaire de Caño Manso, Curvaradó	19 novembre 2013
Homme	Zone de biodiversité « El retorno », bassin de Pedeguita y Mansilla.	26 min	Chez son frère dans la communauté de Nueva Union, bassin de Pedeguita y Mansilla	19 novembre 2013
Homme	Leader historique de la Zone humanitaire de Camélias	1h28	Chez lui, Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	21 novembre 2013
Homme	Leader historique de la Zone humanitaire de Camélias	1h24	Chez lui, Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	21 novembre 2013
Femme	Leader de la zone de biodiversité « Bijao Onofre », bassin de Pedeguita y Mansilla.	32 min	Chez elle, Bijao Onofre, Pedeguita y Mansilla	22 novembre 2013
Enrique Cabezas	Leader de la Zone de biodiversité de Apartadocito, Curvaradó Exilé par la suite en Europe	1h04	Zone humanitaire de Caño Manso, à l'occasion de l'assemblée générale de Curvaradó	23 novembre 2013
Guillermo	Leader de la Zone humanitaire de Aljenito Diaz, Curvaradó	28 min	Zone humanitaire de Caño Manso, à l'occasion de l'assemblée générale de Curvaradó	24 novembre 2013
Raul Palacios	Leader de la Zone humanitaire Caracoli, Curvaradó Par la suite élu au	50 min	Zone humanitaire de Caño Manso, à l'occasion de l'assemblée générale de Curvaradó	24 novembre 2013

	conseil municipal de Carmen del Darien			
Homme	Leader de la communauté de No hay como Dios, Curvaradó	37 min	Zone humanitaire de Caño Manso, à l'occasion de l'assemblée générale de Curvaradó	24 novembre 2013
Homme	Leader de la communauté El Cerrao, Curvaradó	Environ 30min (non enregistré, refus de l'enregistrement)	Zone humanitaire de Caño Manso, à l'occasion de l'assemblée générale de Curvaradó	25 novembre 2013
Ligia Maria Chaverra Mena	Leader historique de la Zone humanitaire de Camélias	55 min	Zone humanitaire de Camélias, maison de l'ONG, Curvaradó	28 novembre 2013
Femme	Membre de la Zone humanitaire de Camélias	10 min	Chez elle, Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	28 novembre 2013
Homme	Membre de la Zone humanitaire de Camélias mais souhaite être désigné comme un « résistant ».	1h47	Zone humanitaire de Camélias, maison de l'ONG, Curvaradó	29 novembre 2013
Homme	Membre de la Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	48 min	Chez lui, Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	29 novembre 2013
Homme	Leader de la communauté de El Cerrao mais réfugié dans la Zone humanitaire de Camélias par mesure de protection.	1h23	Chez lui, Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	4 décembre 2013
Homme	Leader de la Zone de biodiversité de « El Guamo » mais réfugié dans la Zone humanitaire de Camélias par mesure de protection	15 min (entretien interrompu)	Zone humanitaire de Camélias, maison de l'ONG, Curvaradó	5 décembre 2013

3. Entretiens complémentaires

3. 1. Auprès d'autres organisations paysannes

Homme	Membre de CAHUCOPANA	45 min	Village de Puerto Nuevo Ité, département d'Antioquia	9 octobre 2013
Femme	Vice présidente de l'ANMUCIC, l'Association nationale des femmes paysannes, noires et indiennes de Colombie A	50 min	Bureaux de l'association, Bogotá	1er février 2013
Homme	Membre d'ASCAMCAT, Association paysanne du Catatumbo, Département de Santander Responsable des projets agricoles et des relations politiques.	20 min	Rencontre des ZRC pour un séminaire sur l'agro-écologie, Inza, département du Cauca	24 octobre 2013
Femme	Membre de la Zone de réserve paysanne de Cabrera (Cundinamarca) Responsable de l'agro-écologie.	18 min	Rencontre des ZRC pour un séminaire sur l'agro-écologie, Inza, département du Cauca	24 octobre 2013
Homme	Leader de l'organisation Sintrapaz, Zone de réserve paysanne du Sumapaz (District de Bogotá).	10 min	Rencontre des ZRC pour un séminaire sur l'agro-écologie, Inza, département du Cauca	24 octobre 2013
Homme	Leader de la Zone de réserve paysanne de Montes de Maria (Bolivar et Sucre).	25 min	Rencontre des ZRC pour un séminaire sur l'agro-écologie, Inza, département du Cauca	25 octobre 2013
Homme	Leader de la Zone de réserve paysanne de Pato Balsillas (Caqueta).	48 min	Rencontre des ZRC pour un séminaire sur l'agro-écologie, Inza, département du Cauca	25 octobre 2013
Homme	Leader de la Zone de	16 min	Rencontre des	25 octobre

	réserve paysanne de Perla Amazónica (Putumayo).		ZRC pour un séminaire sur l'agro-écologie, Inza, département du Cauca	2013

3. 2. Auprès d'organisations colombiennes de défense des droits de l'Homme

Ubelsen Duque	Président du Programme de paix pour le Magdalena Medio	1h06+9 min	Barrancabermeja, locaux du programme de paix (même immeuble que ACVC)	16 octobre 2013
3 membres de CREDHOS	2 avocats et le président de CREDOS: Corporation régionale pour la défense des droits de l'Homme	1h13	Bureaux de CREDHOS, Barrancabermeja.	4 octobre 2013
Abilio Peña	Membre de la Commission Interéclesiale de Justice et Paix	35 min	Bogotá, bureaux de l'ONG.	17 décembre 2013

3. 3. Auprès d'organisations internationales

Jessye Weinstein	Witness For Peace	48 min	Bogotá locaux de l'ONG	15 mai 2013
Karen Jeffares	Peaces Brigades International	26 min	Bogotá, locaux de l'ONG	10 octobre 2012
Blandine	Programme d'Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)	45 min	Dans un café, Bogotá	8 mai 2013
Homme	Ancien membre du CINEP (ONG colombienne de défense des droits de l'Homme) Membre du réseau France Colombie Solidarités	1h56	Paris	23 mai 2014

3. 4. Autres entretiens

Cette série d'entretiens a été menée par l'équipe de soutien psychologique de l'ONG CIJYP en novembre 2013. Nous assistons à ces entretiens (et prêtons également notre enregistreuse) sans intervenir. Nous avons très peu exploité ce matériel, mais la situation d'entretien en tant que telle nous renseigne sur la manière de travailler de l'ONG.

Femme, veuve d'un leader assassiné, déplacée pendant plusieurs années	Membre de la Zone humanitaire de Caño Manso, Curvaradó	Nous assistons à l'entretien mené par l'équipe de soutien psychologique de l'ONG	Zone humanitaire de Caño Manso, à l'occasion de l'assemblée générale de Curvaradó	Novembre 2013
Homme, frère et fils de deux leaders assassinés	Membre de la Zone humanitaire de Caño Manso, Curvaradó	Nous assistons à l'entretien mené par l'équipe de soutien psychologique de l'ONG	Zone humanitaire de Caño Manso, à l'occasion de l'assemblée générale de Curvaradó	Novembre 2013
Homme, déplacé, récemment retourné sur ses terres	Membre de la communauté de la Nueva Union, Pedeguita y Mansilla	Nous assistons à l'entretien mené par l'équipe de soutien psychologique de l'ONG	Communauté de Nueva Union, Pedeguita y Mansilla	Novembre 2013
Femme, veuve et mère de deux leaders assassinés, récemment retournée sur ses terres	Membre de la Zone humanitaire de Costa Azul, Curvaradó	Nous assistons à l'entretien mené par l'équipe de soutien psychologique de l'ONG	Zone humanitaire de Costa Azul	Novembre 2013

Annexe 2 : Les observations participantes[1]

1. Observations participantes ACVC, terrains 2013 et 2014.

Quotidien des membres de l'ACVC		
Accompagnement des leaders.	Différents villages	1er octobre au 16 octobre 2013
Rencontres et travail avec différents leaders de l'ACVC au cours de l'organisation du campement écologique.	Barrancabermeja et Bogotá	De juillet à Septembre 2014
10 Interactions entre la base sociale et l'ACVC		
Visite des campements de grève à Payoa avec des leaders de l'ACVC.	Payoa	2 octobre 2013
Travaux dans les jardins collectifs de Puerto Matilde.	Village de Puerto Matilde	5 octobre 2013
Assemblée du conseil d'action communal de Puerto Matilde.	Village de Puerto Matilde	6 octobre 2013
Trajet en barque avec les paysans grévistes de Barrancabermeja à Puerto Nuevo Ité (1 journée). Les paysans rentrent chez eux après plusieurs mois dans des campements de grève.	Fleuve Cimitarra	8 octobre 2013
Réunion de bilan sur la grève agraire.	Village de Puerto Nuevo Ité	9 octobre 2013
Visite du projet collectif de buffles de l'ACVC. Discussions avec les paysans responsables du projet.	Village de Puerto Matilde	11 octobre 2013
Réunion entre l'équipe technique de l'ACVC et les paysans de Puerto Matilde.	Village de Puerto Matilde	Pto Matilde 11 octobre 2013
Visite de l'ACVC dans plusieurs villages du Sud du Bolivar.	Alto San Juan et Alto Limon	13 octobre 2013
Assemblée de la Table communale pour la vie digne de Remedios.	Remedios	30 juillet 2014
Assemblée de la Table communale pour la vie digne de Cantagallo.	Cantagallo	25 aout 2014
6 Réunions internes de l'ACVC		
Réunion avec Gilberto Guerra pour aborder notre rôle au sein de l'équipe technique.	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	19 juillet 2014

[1] Ces observations sont classées par types d'interactions. Certaines observations sont des rencontres entre divers acteurs et peuvent par conséquent apparaître plusieurs fois.

Réunion de présentation des projets de développement entre la direction de l'ACVC, l'équipe technique et l'équipe chargée des projets internationaux.	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	27 Juillet 2014
Réunion de préparation de l'assemblée de la table communale de Remedios, avec les membres de l'équipe de terrain de l'ACVC.	Remedios, locaux de l'ACVC	29 juillet 2014
Réunion de débriefing de l'assemblée de la table communale, avec les membres de l'équipe de terrain de l'ACVC.	Remedios, locaux de l'ACVC	31 juillet 2014
Réunion de présentation du campement écologique, direction de l'ACVC et membres de l'équipe technique.	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	26 août 2014
Réunion avec Gilberto et les participants de l'atelier de formation des leaders.	Barrancabermeja, siège de l'ACVC	24 septembre 2014
6 rencontres ACVC- autres organisations paysannes ou sociales		
Réunion de préparation du campement écologique, présentation du projet à divers collectifs alliés de l'ACVC.	Bogotá, locaux de l'ACVC	17 juillet 2014
Événement « Front Ample pour la paix », conférence entre plusieurs organisations sociales, partis politiques et institutions pour un soutien aux initiatives de paix.	Yondo	26 juillet 2014
Réunion sur les impacts environnementaux entre l'ACVC et diverses organisations (comité citoyen, organisation de défense de l'environnement, etc.)	Yondo	22 août 2014
Manifestations culturelles et rencontres avec d'autres organisations. Présence de diverses organisations paysannes, ONG de défense des droits de l'Homme et associations culturelles.	Ville d'Apartadó et gymnase de la ville	27 septembre 2014
Réunion entre l'ONG Conciudadanía et l'ACVC.	Yondo	22 août 2014
ICP centre de recherche-ACVC.	Bogotá	29 août 2014
3 Mobilisations paysannes avec ACVC		
Visite des campements de grève et blocage des routes à Payoa.	Payoa	2 octobre 2013
Retour de la grève.	Fleuve Cimitarra	8 octobre 2013

Manifestations culturelles et rencontres avec d'autres organisations.	Ville d'Apartadó et gymnase de la ville	27 septembre 2014
4 rencontres entre l'organisation et des institutions de l'État		
ACVC-Table communale de Remedios-mairie de Remedios	Remedios	31 juillet 2014
Visite de l'Institut de Geographie Agustin Codazzi à l'ACVC (*Via* la table communale de Yondo).	Yondo	22 août 2014
ACVC- Table communale de Cantagallo -mairie de Cantagallo. Conférence de presse et rencontre avec les membres de la mairie de Cantagallo.	Cantagallo	25 août 2014
ACVC- Table communale de Cantagallo et l'Unité municipale d'assistance technique agricole (UMATA).	Cantagallo	25 août 2014
1 rencontre directe entre la base sociale et les acteurs internationaux sur le terrain		
Atelier de préparation et de formation des leaders dans le cadre du campement écologique. Paysans et leaders de l'ACVC – ONG Forum Syd.	Barrancabermeja	23-25 septembre 2014
3 rencontres entre l'ACVC et des partenaires internationaux en Colombie		
Réunion entre l'ACVC-Forum Syd pour l'organisation et le financement du campement écologique	Bogotá	29 août 2014
Réunion entre l'ACVC-Forum Syd pour l'organisation et le financement du campement écologique	Bogotá	3 septembre 2014
Réunion entre l'ACVC-Forum Syd pour l'organisation et le financement du campement écologique	Bogotá	17 septembre 2014
3 rencontres entre l'ACVC et des acteurs internationaux en France		
Conférence d'un leader de l'ACVC aux étudiants de l'IEP, organisé par Assoméricalatina (association de l'IEP)	IEP de Bordeaux	19 février 2014
Rencontre entre le leader de l'ACVC et un représentant de la Confédération paysanne	Bagnolet, siège de la Confédération Paysanne	20 février 2014
Rencontre entre le leader de l'ACVC et le responsable des relations internationales du Parti de Gauche	Paris, locaux de l'association Mémoires des luttes	21 février 2014

2. Observations participantes Communautés Jiguamiandó et Curvaradó, terrains 2013-2014-2015

6 interactions entre les communautés et les institutions de l'État avec la présence de l'ONG		
Interlocution avec l'armée suite aux menaces et attaques des travailleurs des entreprises agricoles sur les communautés. Présence de l'ONG, de nombreux leaders de différentes communautés des bassins voisins et de PBI.	Communauté de Nueva Union, Pedeguita y Mansilla	18 novembre 2013
Mobilisation des communautés du Curvaradó devant la base militaire.	Base militaire de Llano Rico, Curvaradó	6 décembre 2013
Rencontre avec le maire de Riosucio au sujet des ordres d'expulsion des familles de La Largam Tumarado.	Mairie de Riosucio, département du Chocó	28 septembre 2014
Tentative d'expulsion des familles de La Larga Tumarado Présence de l'ONG CIJYP et de PBI.	Communauté Nueva Union, Larga Tumarado	1er octobre 2014
Jugement (décalé) d'un membre du Curvaradó, interactions entre l'avocat de l'ONG et les fonctionnaires du tribunal.	Tribunal de Riosucio	30 octobre 2014
Processus de retour des habitants de La Larga : appels récurrents aux institutions en charge des déplacés, de la protection des victimes, de la restitution des terres, et le cabinet du vice-président de la République en charge des droits de l'Homme.	Zone humanitaire de Camélias et campements à la Larga	12-20 octobre
29 interactions entre l'ONG et les communautés		
Visite à la communauté de El Guamo avec son leader.	El Guamo, Curvaradó	1er Juin 2013
Réunions des leaders du Curvaradó avec l'ONG.	Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	2 juin 2013
Retour de la famille Ruiz sur ses terres et constitution de la Zone humanitaire de Costa Azul.	Zone humanitaire de Costa Azul, Curvaradó	2- 6 Juin 2013
Réunion avec les membres de la Zone humanitaire de Nueva Esperanza.	Zone humanitaire de Nueva Esperanza, Jiguamiandó	15 novembre 2013

Représentation théâtrale des membres de Nueva Esperanza.	Zone humanitaire de Nueva Esperanza, Jiguamiandó	15 novembre 2013
Ateliers de théâtre avec les jeunes de Curvaradó et l'équipe pédagogique de l'ONG en préparation de la commémoration des 25 ans de l'ONG.	Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	Du 16 novembre au 1er décembre 2013
Préparation de la mobilisation devant la base militaire, rencontre des différents leaders du Curvaradó.	Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	17 novembre 2013
Réunion entre l'ONG, les membres de la Zone humanitaire de Caño Manso, et les membres de la communauté de Nueva Union suite aux altercations avec les travailleurs de l'entreprise.	Communauté « El retorno », Pedeguita y Mansilla	18 novembre 2013
Réunion entre l'ONG, les membres de la Zone humanitaire de Caño Manso et les membres de la communauté de Nueva Union. Analyse des menaces et des prochaines actions collectives.	Zone humanitaire de Caño Manso, Curvaradó	19 novembre 2013
Visite de l'ONG aux membres de la Zone humanitaire de Costa Azul, réunion avec la famille Ruiz.	Zone humanitaire de Costa Azul, Curvaradó	20 novembre 2013
Visite de l'ONG aux membres de la Zone de biodiversité de Bijao Onofre.	Zone de biodiversité de Bijao Onofre, Pedeguita y Mansilla	22 novembre 2013
Visite de l'ONG aux membres de la Zone de biodiversité de La Palma	Zone de biodiversité de La Palma Pedeguita y Mansilla	23 novembre 2013
Réunion de plusieurs leaders du Curvaradó et des membres de la Zone humanitaire de Andalucia.	Zone humanitaire de Andalucia, Curvaradó	30 novembre 2013
Visite de l'ONG aux membres de la Zone humanitaire de Nueva Esperanza.	Zone humanitaire de Nueva Esperanza, Jiguamiandó	4 décembre 2013
Réunion entre les communautés du Curvaradó et l'ONG au sujet de la consultation préalable des minorités ethniques.	Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	6 décembre 2013
Fête des 25 ans de l'ONG, plusieurs communautés sont invitées à Bogotá. Représentations théâtrales, danses et conférences.	Bogotá, Centre de la Mémoire Historique	9 décembre 2013
Réunion entre les communautés de La Madre-Union récemment	La Larga Tumarado	29 sept 2014

retournées sur leurs terres et l'ONG pour préparer l'éventualité d'une expulsion.		
Activité de mémoire avec les membres de la communauté de La Madre Union-JyP.	La Larga Tumarado	1er octobre 2014
Réunion entre l'ONG et les membres de la communauté de Camélias au sujet de plusieurs conflits entre des familles de la communauté.	Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	3 octobre 2014
Réunion entre l'ONG et deux leaders au sujet de l'arrivée de groupes armés assimilés à des paramilitaires dans certaines zones.	Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	7 octobre 2014
Rencontre interethnique de CONPAZ.	Village de Pueblo Nuevo, Jiguamiandó	12-15 octobre 2014
Accompagnement des communautés récemment retournées sur leurs terres à la Larga Tumarado. Atelier de reconstruction de l'histoire collective avec l'équipe de psychologues de l'ONG.	La Larga Tumarado	16 octobre 2014
Accompagnement des communautés récemment retournées sur leurs terres à la Larga Tumarado.	La Larga Tumarado	20 et 22 octobre 2014
Visite de l'ONG à la famille de la Zone de biodiversité « El Paraiso », qui a reçu des menaces des entreprises qui occupent leurs terres.	Zone de biodiversité « El Paraiso », Curvaradó	23 octobre 2014
Visite de l'ONG dans la Zone humanitaire de Costa Azul.	Zone humanitaire de Costa Azul, Curvaradó	25 octobre 2014
Visite de l'ONG aux membres de la Zone de biodiversité de Bijao Onofre. Réunion pour aborder la représentation légale du bassin de Pedeguita y Mansilla.	Zone de biodiversité de Bijao Onofre, Pedeguita y Mansilla	26 octobre 2014
Visite de l'ONG aux membres de la Zone de biodiversité de La Palma. Rencontre avec les paysans récemment retournés sur leurs terres.	Zone de biodiversité de La Palma, Pedeguita y Mansilla	27 octobre 2014
Journée avec la famille de la leader de la communauté de Bijao Onofre.	Zone de biodiversité de Bijao Onofre, Pedeguita y Mansilla	28 octobre 2014
Rencontre entre un avocat de	Zone de biodiversité	30 octobre 2014

l'ONG et les paysans de La Larga Tumarado pour reconstituer les faits de violence lors du déplacement forcé de 1997.	de la Madre-Union, La Larga Tumarado	
6 rencontres relations entre le conseil communautaire et les habitants (sans l'ONG)		
Rencontre sportive des équipes de football féminin des Zones humanitaires de Caracoli et de Camélias.	Zone humanitaire de Caracoli, Curvaradó	1 juin 2013
Réunion entre la famille Ruiz (qui vient de retourner sur ses terres) et des représentants du Curvaradó et du Jiguamiandó. Présentation des règles d'une Zone humanitaire.	Zone humanitaire de Costa Azul, Curvaradó	2 juin 2013
Réunion entre les leaders du Curvaradó et du Jiguamiandó pour organiser la mobilisation devant la base militaire.	Maison de la mémoire, Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	17 novembre 2013
Les jeunes de Camélias présentent leurs travaux de recherche de fin d'année devant les habitants.	Maison de la mémoire, Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	28 novembre 2013
Réunion entre les leaders du Curvaradó et les membres de Camélias pour expliquer l'action de tutelle.	Maison de la mémoire, Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	2 décembre 2013
Réunion interne des membres de la Zone humanitaire de Camélias sur la sécurité dans la zone et autour de la zone. Bilan des menaces reçues.	Maison de la mémoire, Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	7 octobre 2014
3 réunions réunissant l'ensemble des conseils du Curvaradó		
Assemblée des conseils communautaires du Curvaradó à Caño Manso.	Zone humanitaire de Caño Manso, Curvaradó	24 et 25 novembre 2013
Réunion des communautés pour préparer une action de tutelle (action juridique qui vise à porter plainte pour violation d'un droit constitutionnel).	Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	2 décembre 2013
Assemblée des conseils communautaires du Curvaradó à No Hay Como Dios.	Communauté de No Hay Como Dios, Curvaradó	19 octobre 2014
3 Rencontres entre les communautés et d'autres ONG colombiennes sur le terrain		
Echanges entre l'ONG Rios Vivos et un leader du Curvaradó autour des projets de Zone de biodiversité.	Zone de biodiversité, Curvaradó	11 octobre 2014

Réunion entre l'ONG Rios Vivos et les habitants de la Zone humanitaire de Camélias.	Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	11 octobre 2014
Rencontres CONPAZ : présence de Rios Vivos, du MOVICE (le mouvement de victimes des crimes d'État) et de la Fondation comité de solidarité avec les prisonniers politiques.	Village de Pueblo Nuevo, Jiguamiandó	12-15 octobre 2014
8 Rencontres entre les communautés et des acteurs internationaux sur le terrain		
Visite des membres de la « Commission éthique », composée de diverses personnalités : deux Espagnols, deux sœurs équatorienne, deux Américains. Réunion pour les accueillir.	Maison de la mémoire, Zone humanitaire de Camélias, Curvaradó	5 décembre 2013
Mobilisation devant la base militaire. Présence des membres de la « Commission éthique » et de PBI.	Base militaire de Llano Rico, Curvaradó	6 décembre 2013
Retour de la famille Ruiz sur ses terres et constitution de la Zone humanitaire de Costa Azul Présence de PBI et de SWE FOR, deux ONGI d'accompagnement.	Zone humanitaire de Costa Azul, Curvaradó	2- 6 Juin 2013
Visite de PBI après les menaces reçues par les habitants de Nueva Union et suite aux altercations avec les travailleurs de l'entreprise.	Nueva Union, Pedeguita y Mansilla	18 novembre 2013
Accompagnement de PBI lors la visite de l'ONG dans la Zone de biodiversité de Bijao Onofre.	Zone de biodiversité de Bijao Onofre, Pedeguita y Mansilla	22 novembre 2013
Accompagnement de PBI lors de la visite de l'ONG aux membres de la Zone de biodiversité de La Palma.	Zone de biodiversité de La Palma, Pedeguita y Mansilla	23 novembre 2013
Accompagnement de PBI lors de la procédure d'expulsion des habitants de La Madre Union.	La Madre Union, La Larga Tumarado	29 et 30 septembre 2014
Accompagnement de PBI lors d'une visite de l'ONG aux habitants récemment retournés à La Larga.	Zone de biodiversité La Madre Union, La Larga Tumarado	16 octobre 2014
1 Rencontre entre des membres des communautés et des acteurs internationaux en Colombie (en dehors du terrain)		
Célébration des 25 ans de l'ONG.	Bogotá, Centre de Mémoire Historique	9 décembre 2013
6 Rencontres entre des membres des communautés et des acteurs internationaux à l'international		
Rencontre entre Enrique et Omaira,	Paris, locaux de PBI	5 février 2015

exilés en Espagne et un réseau d'associations travaillant sur la Colombie. Réunion organisée par PBI. Présence de PBI France, du réseau France Colombie Solidarité, de Terres des Hommes, d'Amnesty International et de Caritas.		
Interview d'Enrique et d'Omaira par RFI Espagne, présence de PBI.	Paris, locaux de PBI	5 février 2015
Conférence grand public d'Amnesty International avec Enrique et Omaira sur les violations des droits de l'Homme en Colombie et dans le Chocó.	Paris, locaux d'Amnesty International France	5 février 2015
Repas avec un membre d'Amnesty International, PBI et les deux leaders du Curvaradó pour faire le bilan de la conférence.	Paris	5 février 2015
Réunion au ministère des Affaires Étrangères et du Développement International. Rencontre entre le rédacteur Colombie, la chargée des droits de l'Homme, PBI et les deux leaders du Curvaradó. Nous assistons au nom du réseau France Colombie Solidarités.	Paris, MAEE	6 février 2015
Repas et échanges informels entre des anciens volontaires de PBI et les deux leaders du Curvaradó.	Paris	6 février 2015

3. Observations participantes des mouvements sociaux au niveau national

Observation	Acteurs	Lieu	Sujet
Assemblée générale du Congrès des Peuples.	Toutes les organisations qui font partie du mouvement et les mouvements sociaux invités.	Bogotá, Université Nationale de Colombie	19 avril 2013
Conférence de presse du Congrès des Peuples au congrès de la République.	Leaders du mouvement, soutiens internationaux, journalistes.	Bogotá, congrès de la République	18 avril 2013
Manifestation	Toutes les organisations qui	Bogotá, la marche convergent vers la	9 avril 2013

(grande marche) de la Marche Patriotique.	font partie du mouvement, ainsi que des mouvements sociaux très divers, des partis politiques, etc.	Place Bolivar	
Marche du 1er mai	Nombreuses organisations syndicales et mouvements sociaux divers, partis politiques, etc.	Bogotá, la marche convergent vers la Place Bolivar	1er mai 2013

4. Observations participantes de différentes organisations paysannes

Nous détaillons ci-après les observations au cours du séminaire des zones de réserve paysanne organisé par l'ANZORC, FAO et l'INCODER. Ce séminaire s'est tenu dans le département du Cauca à Inza pendant une semaine. Tous les participants étaient logés au même endroit. Les ateliers et les conférences ont été l'occasion d'observer les différents débats entre les organisations paysannes et la diversité des positions de celles-ci. Ce fut également un moment privilégié pour observer les interactions entre les acteurs de l'INCODER et les circulations militantes de ces fonctionnaires au sein de certaines organisations paysannes. Nous avons également pu observer le travail de la FAO auprès des communautés paysannes.

Observation	Acteurs/ sujet	Lieu	Date
Echanges informels et quotidien du séminaire	Affinités entre certains acteurs qui se connaissent déjà. Leaders des ZRC (63 participants et 24 organisations paysannes représentées) Membres de l'INCODER Membres de ANZORC Membres de la FAO	Village de San Andrés, Inza-Cauca	21-25 octobre 2013
Conférences, diffusion de vidéos et débats.	Définition de l'agroécologie Contexte global de production agricole	Village de San Andrés, Inza-Cauca	21 octobre

	Les ZRC et l'agro-écologie La FAO et l'agro-écologie Réflexions sur les droits des paysans		
Rôle de l'ACVC dans les débats.	Plusieurs membres de l'ACVC sont présents et jouent un rôle important de leader dans les débats.	Village de San Andrés, Inza-Cauca	Tous les jours
Atelier de réflexion.	Répartition par groupes autour de plusieurs questions : Comment fonctionne le marché agricole mondial ? Comment celui-ci a t-il un impact sur les différentes régions ? Que produit on ? Qu'importe t-on ?	Village de San Andrés, Inza-Cauca	21 octobre
Visite de la bibliothèque de Guanacas et conférences	Conférences sur : - les insectes nuisibles - les maladies en agro-écologie	Communauté de Guanacas, à proximité de San Andrés	22 octobre
Ateliers	Réalisation par groupe : - production de fertilisant naturel - production d'insecticide naturel - construction de pièges naturels pour les plaies.	Communauté de Guanacas, à proximité de San Andrés	22 octobre
Conférences sur l'alimentation, sur les marchés et sur le commerce en circuit court	Présentation des initiatives de diverses organisations paysannes. Question de l'accès à une alimentation saine dans les quartiers populaires.	Village de San Andrés, Inza-Cauca	23 octobre
Ateliers sur les échanges de graines.	Projection du documentaire « 9.70 » qui a joué un rôle dans le déclenchement de la grève agraire.	Village de San Andrés, Inza-Cauca	23 octobre
Présentation de l'expérience agro-écologique cubaine	Débat autour de cette expérience.	Village de San Andrés, Inza-Cauca	23 octobre
Atelier de diagnostic de différentes exploitations	Répartition par groupe sur trois exploitations. La consigne : analyser les manques de chacune des	Différentes localités aux alentours de San Andrés.	24 octobre

agricoles.	exploitations et formuler des conseils aux paysans.		
Assemblée plénière	Retour des expériences sur le séminaire. Débat autour de l'exercice de diagnostic des exploitations agricoles. 3 problèmes identifiés pour l'agro-écologie dans la région : - risques de « méga-projets » miniers ou pétroliers - cultures illicites - production intensive de bétail	Village de San Andrés, Inza-Cauca	25 octobre

5. Observations participantes lors d'autres rencontres entre acteurs locaux et internationaux

Observation	Acteurs/Sujets	Lieu	Date
Un comité d'avocats cherchent à sensibiliser des ambassades étrangères au cas d'une communauté paysanne menacée.	Le Comité d'Avocats pour la Défense des Prisonniers Politiques sollicitent le soutien des ambassades étrangères pour faire connaître un risque de violations des droits de l'Homme et sensibiliser sur un cas particulier. Rencontre au siège de PBI (qui fait alors l'intermédiaire) entre cette ONG colombienne et les délégués des ambassades de France, de Hollande et du Royaume Uni.	Siège de PBI à Bogotá	7 mai 2013
L'équipe de terrain de PBI rend visite à la communauté de paix de San José de Apartadó.	Les membres de PBI ont des réunions avec les leaders. Pendant ce temps, nous discutons avec quelques habitants de la communauté, une sœur qui est l'institutrice de l'école, deux jeunes volontaires italiennes de l'ONG Palomas qui	Communauté de paix de San José de Apartadó	25 mai 2013

	accompagnent la communauté, ainsi que deux volontaires de l'organisation FOR qui accompagnent une communauté voisine. Puis rencontre avec un leader de la communauté.		
Entretien avec Jésus, membres de la communauté de San José de Apartadó	Jésus attend son départ pour Bogotá où il doit recevoir des excuses nationales du Président de la République pour les violations des droits de l'Homme dans la communauté. Nous discutons avec lui pendant qu'il patiente dans la maison de PBI.	Maison de l'ONG PBI à Apartadó	26 mai 2013

Annexe 3 : Guide d'entretien

Ce guide rend compte des grands thèmes que nous avons souhaité aborder avec les enquêtés. Nous avons formulé nos questions de diverses manières selon les enquêtés et le contexte de réalisation des entretiens.

Histoire et trajectoire personnelle

Origine géographique, niveau d'étude, activité, âge, nombre d'enfants et composition de la famille, expérience de déplacement, sources de revenus.
Passé militant, engagements politiques, relation avec les conseils d'action communale, etc.
Motivations personnelles pour faire partie de l'organisation.
Que faisiez-vous avant de vous engager ?
Que signifie s'engager ?
Degré d'engagement.
Est-ce que d'autres personnes de la famille sont engagées ?
Rôle dans l'organisation.
Est-ce que vous êtes déjà allé à *nom du village proche*, à *capitale du département*, à Bogotá, dans un autre pays ?

Construction de l'organisation ACVC

Quand se constitue l'organisation et pourquoi naît-elle dans ce contexte ?
Qui a pris part à la naissance de l'organisation, concrètement comment cela s'est-il passé ?
Pourquoi l'ACVC ne naît-elle pas comme un parti politique ?
Appréhension du contexte local et régional de 1996-1998
D'où viennent les membres, comment devient-on membre ?
Quel rapport entretenez vous avec les partis politiques ?
Quels sont les liens avec les autres organisations de la région ? Et au niveau national ? Avec ANZORC ?
Quels moyens de communication avez-vous ?
Qui sont les leaders ? Faut-il être paysan pour faire partie de l'ACVC ?
Comment fonctionne l'ACVC ? Qui fait quoi ? Et avec quelle compétence ?
Quels sont les moments marquants de l'ACVC ?
Quelles sont les principales difficultés ? Au début et maintenant ?
Avez-vous des financements propres ?

Construction des zones humanitaires

Quand commence le processus d'organisation ?
Pourquoi les communautés décident-elles de se rassembler ?
Appréhension du contexte local et régional de 1997
Vécu pendant le déplacement
Quel rôle avez-vous eu dans la constitution des zones humanitaires, puis des zones de biodiversité ?
Qu'est ce qu'une zone humanitaire, que permet-elle ?
Quel rôle ont joué les ONG ? Et l'ONG CIJYP ?
Quels sont les liens avec les autres organisations de la région ?
Et avec les autres bassins ? Et les autres processus de résistance dans la région ?
Qui sont les leaders ? Qu'est ce qu'un bon leader ?
Les nouvelles communautés peuvent-elles intégrer le processus ? À quelle condition ?
Comment percevez-vous la place des jeunes, et le rôle des leaders historiques ?
Avez-vous des financements ?

Perception des violences :

Quel type de violence et comment est-elle ressentie ?
Comment dénoncer ? Où dénoncer ?
Comment se souvenir, comment témoigner, qu'est ce que signifie se souvenir ?

Définition des causes paysannes

Pourquoi vous mobilisez-vous ?
Pourquoi percevez-vous que cette cause est importante ?
Que signifient les droits de l'Homme ?
Depuis quand les paysans se mobilisent-ils pour les droits de l'Homme ?
Quels liens y a t-il entre la défense des droits de l'Homme et la terre ?
Qu'est-ce que le territoire ? Protéger l'environnement et défendre le territoire, est-ce la même chose ? Qu'est-ce qui change ? Comment délimitez vous le territoire ?
Qui a commencé à sensibiliser les paysans au droit international humanitaire ?
Perception sur l'évolution des causes paysannes.
Quelle place pour les thématiques de l'environnement, et de l'identité dans ces débats ?

Rapports avec des acteurs internationaux

Qui sont-ils ?
Depuis quand interagissent-ils avec vous ?
Dans quel contexte sont-ils arrivés ?
Comment ont-ils créé des liens avec vous ? Concrètement comment cela s'est-il fait ?
Quels liens ? Aide financière, accompagnements, projets, soutiens politiques, autres ?
Quelle aide ? Comment percevez-vous ces acteurs ?

Pourquoi avoir des soutiens internationaux ?
Quelle utilité ? Quel est l'acteur international le plus important ? Le plus utile ? Qu'attendez-vous d'eux ?
D'où proviennent ces acteurs ?
Est-ce que ce sont toujours les mêmes soutiens aujourd'hui et au début de votre mobilisation ? Qu'apportent les soutiens politiques et religieux ?
Que défendent ces acteurs internationaux, sur quelles thématiques interviennent-ils ?
Est-ce que vous avez déjà rencontré des acteurs internationaux ? Où les rencontrez vous ? Est-ce que vous parlez directement avec eux ? Qui vous accompagne/aide dans ces démarches ? Dans quelle langue parlez-vous ?
Comment pensez-vous que les acteurs internationaux perçoivent votre situation ?
Ce n'est pas facile d'expliquer ce qui se passe en Colombie, comment faites-vous ? Qui finance ? Qu'est-ce qu'ils financent ?
Quel type de projet ? Est-ce que ce sont toujours sur des projets ? Qui décide des projets ? Est-ce que vous avez déjà présenté des projets ? Comment réagissent vos interlocuteurs ?
Dans les voyages à l'étranger, qui avez-vous rencontré ? Comment s'est passée cette expérience ? Qu'en avez vous pensé ?

Politisation des revendications

Quel lien entretiennent les paysans avec la politique ?
Avez-vous des liens avec les partis politiques ?
Comment percevez-vous les partis politiques, la politique locale, régionale, nationale ?
Quels liens avez-vous avec la Marche Patriotique, et quels liens avec d'autres interlocuteurs tel que le Congrès des Peuples ?
Pourquoi l'ACVC ne naît-elle pas comme un mouvement politique ?

Avenir/perception du futur de l'organisation

Comment percevez-vous l'évolution de l'ACVC ou du processus des zones humanitaires ?
Est-ce que l'ACVC va se transformer en parti politique ? Est-ce que les zones humanitaires sont amenées à disparaître ?
Quel est le rapport entre la paix et la résolution de la question des droits de l'Homme ?
Quel est le rapport entre la paix et la question de la terre ?
Qu'est-ce que la paix ?
Que peut changer la paix ?
Quel est votre ressenti sur la loi des victimes ?
Comment voyez-vous les mobilisations sociales récentes ?
Quels sont les futurs projets de l'ACVC ?
Quel rôle jouent les zones de biodiversité ?
Quelles sont les difficultés de votre organisation ?

Annexe 4 : Chronologie de la vie politique colombienne

1948 : événement du « Bogotazo », assassinat du leader libéral Jorge Eliecer Gaitán à Bogotá le 9 avril 1948. Déferlement de violence dans les rues de la capitale. C'est le début de la période connue comme la *Violencia*, période d'affrontements violents entre partisans des libéraux et partisans des conservateurs.

1953-1957 : coup d'État militaire du général Rojas Pinilla.

1958 : mise en place du système du Frente Nacional pour faire face à la violence. Les institutions démocratiques et les élections sont maintenues mais le système repose sur un accord d'alternance au pouvoir entre les deux partis (libéral et conservateur). Ce système dura jusqu'en 1974 durant quatre mandatures.

Années 1960 : changement de configuration dans la violence, les guérillas libérales ne s'inscrivent plus dans la logique de l'affrontement bipartisan. Influences révolutionnaires suite à la révolution cubaine.

1964 : constitution des FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie).

1964-65 : constitution de l'ELN (Armée de Libération Nationale).

1967 : constitution de l'EPL (Armée Populaire de Libération).

1970-71 : constitution de la guérilla du M-19 (Mouvement du 19 avril).

1976 : constitution du cartel de drogue de Medellin par Pablo Escobar.

1978 : mise en place de « l'état de sécurité » par le Président Turbay.

1980 : prise en otages de plusieurs diplomates par le M-19 dans l'ambassade de la République Dominicaine.

1981 : naissance du mouvement paramilitaire MAS (Muerte a Secuestradores-Mort aux Séquestreurs). Puis naissance de divers groupes paramilitaires d'autodéfense, à l'origine pour défendre les propriétaires terriens des guérillas.

1982-1984 : le président conservateur Belisario Betancur ouvre des négociations de paix avec les FARC et le M-19.

1984 : les FARC, le M-19, l'EPL et l'ADO (Autodefensa obrera- Autodéfense Ouvrière) signent l'accord de paix. Constitution du Mouvement Armé Quintin Lame (guérilla indienne majoritairement présente dans le département du Cauca).

1985 : rupture de la politique de négociation de paix. Le processus s'enlise et l'accord

n'est jamais mis en place.

6 novembre 1985 : prise du palais de justice de Bogotá par la guérilla du M-19. L'armée intervient et la majorité des personnes sont tuées (guérilleros mais aussi les fonctionnaires et les magistrats de la Cour Constitutionnelle).

1985 : création du parti de l'Union Patriotique, issu de plusieurs franges des guérillas. Début de la « guerre sale » et de la persécution des membres de l'Union Patriotique. Entre 3500 et 5 000 cadres, militants et dirigeants de l'UP sont assassinés dans les années qui suivent.

1987 : assassinat du candidat à l'élection présidentielle Jaime Pardo Leal (de l'Union Patriotique).

1987: fin de la trève avec les FARC.

1989: assassinat du candidat à l'élection présidentielle Luis Carlos Galan (Parti Libéral).

1990 : Assassinats des candidats à l'élection présidentielle Carlos Pizarro, membre du Mouvement Alliance Démocratique M-19 et Bernado Jaramillo président de l'Union Patriotique.

1990-1991 : assemblée constituante et nouvelle constitution. Processus de démobilisation des guérillas du M-19 et du Quintin Lame. Renforcement des effectifs des FARC et de l'ELN. La confrontation avec les paramilitaires s'intensifie. Permanence des cartels de drogue.

1993 : mort de Pablo Escobar.

1998-2002 : le président Andrés Pastrana démilitarise une zone de 42 000 km^2 pour négocier avec les FARC. Les négociations n'aboutissent pas.

1996 : Plusieurs groupes paramilitaires se rassemblent pour créer les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC). Le conflit s'intensifie.

1998 : début du Plan Colombia financé par les Etats-Unis.

2002-2006 : Arrivée d'Alvaro Uribe à la présidence. Alignement sur la politique anti-terroriste des États-Unis. Il sera réélu en 2006.

2005 : accord très controversé de démobilisation des paramilitaires.

2008 : premières dénonciations publiques des « faux positifs » (exécutions extrajudiciaires).

2010 : élection de l'ex-ministre de la Défense d'Alvaro Uribe, Juan Manuel Santos à la présidence de la République.

19 novembre 2012 : début des pourparlers à La Havane entre la délégation

gouvernementale et celle des FARC.

2014 : réélection de Juan Manuel Santos, sur le thème de la paix.

23 septembre 2015 : le Président Santos se rend à Cuba pour la première fois depuis le début des pourparlers. Poignée de main historique avec le numéro un des FARC, Timochenko.

24 août 2016 : signature des accords de paix de la Havane.

26 septembre 2016 : signature officielle des accords de paix à Carthagène.

2 octobre 2016 : l'accord est soumis à un référendum.

Annexe 5 : L'accord de paix de 2016

1. Réforme agraire et politique de développement intégral rural

Les FARC et le gouvernement colombien ont trouvé un accord sur les questions de formalisation de la terre, sur la réglementation de l'usage des sols et sur le besoin d'investissements publics dans les campagnes (agriculture et services publics).

a) Un « Fonds de distribution des Terres » sera créé pour donner des terres aux paysans sans terre ou possédant peu de terre ainsi qu'à la population déplacée. Ce fond sera doté de 3 millions d'hectares provenant de terres publiques (*Baldíos de la Nación*), de terres expropriées par l'État (en raison de pratiques illégales ou d'usurpation pendant le conflit) et de certaines zones de réserves forestières. Cependant, les terres des propriétaires terriens ne seront pas redistribuées comme l'avait proposé les FARC au début des dialogues de paix. Certaines terres seront données gratuitement et des crédits et des subventions sont également prévus pour l'achat de terres à moindre coût.
b) Un plan de formalisation de 7 millions d'ha de terres de petites et moyennes exploitation est prévu. Ce plan portera prioritairement sur les zones de conflits fonciers. L'accès à la justice pour régler les conflits de terrains sera également facilité.
c) L'accord prévoit la mise en place d'un plan de développement d'infrastructures routières, dans le domaine de la santé et de l'éducation et la création d'un cadastre rural.
d) Les parties se sont accordées sur la mise en œuvre d'un plan de « délimitation environnementale » pour limiter la frontière agricole et définir des zones de protection de la biodiversité. Les zones de réserve paysanne, point important de la discussion, bénéficieront d'un soutien technique et d'infrastructures. Cependant, elles ne constitueront pas des zones autonomes à l'image des réserves indiennes.
e) L'accord prévoit également des plans de développement territoriaux (*plan de desarrollo con enfoque territorial*, les Pedet) qui seront mis en œuvre après des échanges entre les autorités publiques et les communautés rurales, par le biais de mécanismes participatifs. Ces plans seront tout d'abord mis en place dans les zones les pus affectées par le conflit et par la pauvreté et caractérisées par la faiblesse de l'État.

Les zones de cultures illicites seront également priorisées. La proposition des FARC de « territorialité paysanne » n'est pas retenue, mais le gouvernement s'engage à plus d'investissements publics dans les campagnes.

2. Participation politique des ex-guérilleros

Le mouvement politique issu des FARC pourra présenter des candidats à partir des élections de 2018 et de 2022 au Congrès. L'accord leur garantit 5 sièges dans chacune des assemblées au cas où ces listes ne parviendraient pas à atteindre ce chiffre.
Jusqu'à 2026, 16 nouvelles « circonscriptions transitoires spéciales de paix » seront créées à la Chambre des Représentants, dans les régions rurales touchées par le conflit. L'objectif est de faite élire des élus locaux ou des personnes déplacées n'appartenant pas aux partis déjà au Congrès.

3. Cessez-le-feu et abandon des armes

23 « zones rurales transitoires de normalisation » ainsi que 8 points transitoires seront créés pour faciliter la transition des guérilleros à la vie civile. Les armes seront récupérées par l'ONU pour en faire des monuments de mémoire (un en Colombie, un à Cuba et un au siège des Nations Unies). Le processus sera accompagné par les Nations Unies.

4. Cultures illicites

Accord pour la destruction des cultures illicites et sur le fait de mettre en place des programmes de substitution des cultures. Un programme visant à réduire la consommation des drogues dans le pays est également prévu.

5. Justice transitionnelle, réparation et vérité pour les victimes

Une « juridiction spéciale pour la paix » (de 72 magistrats) est instaurée pour contribuer à mettre en œuvre une justice transitionnelle dans le pays.

Une loi d'amnistie est contenue dans l'accord de paix, et devra être votée par le Congrès. Cette amnistie s'applique aux délits politiques comme la rébellion et pour des délits « connexes au délit politique ». La loi prévoit une liste de délits qui pourront bénéficier de l'amnistie. Cette loi définit également des critères pour apprécier les « morts au combat » compatibles avec le droit international humanitaire et les « activités délinquantes à fin de rébellion » notamment pour le narcotrafic.

Les crimes contre l'humanité, de génocide, les graves crimes de guerre, la prise d'otages, la torture, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les violences sexuelles, les déplacements forcés et le recrutement de mineurs ne pourront pas faire l'objet d'amnisties. C'est également le cas d'autres crimes de droit commun sans lien avec la rébellion.

Une échelle des sanctions a été mise en place, elle prévoit que plus la reconnaissance de la vérité et des responsabilités est rapide et plus les peines seront allégées. En cas d'absence de reconnaissance de la vérité et des responsabilités, les peines peuvent aller jusqu'à 20 ans de prison.

D'autres modalités de réparation sont prévues pour les victimes, notamment la reconnaissance par le gouvernement et les ex-FARC de responsabilités collectives et des demandes de pardon. Ces procédures se feront sous l'égide de l'Église catholique. Les FARC s'engagent également dans le déminage, la recherche des corps des personnes disparues, la participation aux programmes de substitution des cultures, etc. Enfin, d'autres mesures symboliques sont prévues comme l'édification de lieux de mémoire.

6. Mise en place, vérification et entérinement de l'accord

Une « Commission de mise en œuvre, de suivi et de vérification de l'Accord de paix et Résolution des Différends » sera mise en place. Quatre personnalités seront en charge de ce mécanisme.

Annexe 6 : La question de la terre en Colombie : de quoi parle t-on ?

La question agraire en Colombie puise ses origines dans le fonctionnement des haciendas, puis dans la répartition entre *latifundios* et *minifundios.* Cependant, au-delà d'une question strictement foncière, la question de la terre mêle des enjeux agricoles, sociaux et économiques, liés au conflit ainsi qu'aux nouveaux intérêts pour les ressources des sous-sols colombiens. Nous proposons une annexe qui n'entend pas être exhaustive sur cette question mais qui présente quelques clés de compréhension.

Les élites foncières et économiques : accaparement d'hier et d'aujourd'hui.

On peut distinguer, très schématiquement, deux types d'élites économiques et foncières en Colombie. La première est l'héritière des grands propriétaires terriens. Cette élite concentrede grandes étendues de terres mais ces propriétaires exploitent peu leurs terres (structure des *latifundios*[2]) et entretiennent des relations presque féodales avec leurs travailleurs agricoles ou les paysans qui occupent leurs terres en échange d'un loyer. Ce sont des héritiers des espagnols et des premiers *criollos* de Colombie. Le deuxième type d'élite colombienne, qualifiée de plus « moderne » est celle des entrepreneurs agricoles. Ces derniers sont de grands industriels, colombiens mais aussi étrangers. Ils cherchent à maximiser les rendements de la terre, investissent massivement dans les agro-carburants, les mines et la production intensive de bétail.

En Colombie, la colonisation des terres n'a pas été organisée par l'État, les petits paysans et les plus grands propriétaires se sont ainsi appropriés des portions de territoire en repoussant la frontière agricole, en cultivant de grandes parcelles dans les plaines de l'Est mais aussi en coupant des morceaux de forêts. Cette colonisation n'est pas sans susciter d'intenses conflits pour l'appropriation des ressources. Elle a également entraîné d'importants mouvements de populations dans les zones rurales tout au long du XXème siècle, les paysans se déplaçant en raison des violences et des pressions mais aussi pour rechercher de nouvelles opportunités économiques. Les tensions entre les

[2] Le latifundio est une situation dans laquelle « le grand propriétaire latifundiaire concède des parcelles aux paysans minifundiaires qui peuvent ainsi produire leur subsistance et travailler pour le grand propriétaire pratiquement sans rémunération » MERLET Michel, « Différents régimes d'accès à la terre dans le monde : le cas de l'Amérique latine » *Mondes en développement*, n°151, 2010, p 35-50, p 44.

grands propriétaires et la petite paysannerie structurent en grande partie les rapports de force historique tout au long du XXème siècle. Cette relation est aussi reprise et mise en exergue par les ligues paysannes, les guérillas libérales puis les guérillas révolutionnaires. Cependant, il n'existe pas un seul type d'exploitation en Colombie, au contraire, on observe une grande diversité de pratiques selon les régions, les caractéristiques de la terre ainsi que l'histoire sociale de ces zones rurales.

La Colombie n'a pas connu à proprement parler de réforme agraire. Elle a connu des mesures à la marge sur la reconnaissance de droits de propriété sur des terres vierges ou considérées comme appartenant à l'État (les *Baldíos de la Nación*). Ces mesures se sont concentrées davantage sur la colonisation de nouvelles terres et la reconnaissance de droits spécifiques pour certains groupes sociaux que sur la question de la répartition des terres.

Le conflit armé et le boom de la coca : les conséquences sur l'accaparement des terres

On estime à 2 millions d'hectares la surface de terres usurpées et à 4 millions d'hectares la surface des terres abandonnées par leurs propriétaires pendant le conflit armé. Les paysans ont fui la violence, les massacres et les bombardements mais ils ont aussi reçu différents types de menaces (la plus courante étant « vous vendez ou votre veuve vendra »). Dans certains cas ils étaient forcés à vendre à moindre coût, dans d'autres leur titre de propriété était usurpé (falsification de titres ou vente illégale). L'usurpation de terres a touché en premier lieu les structures de *minifundio* et la petite propriété (jusqu'à 20ha) qui représentent 73% des terres usurpées et la propriété de taille moyenne (20 à 500 ha) qui représente 26,6% des terres usurpées pendant le conflit selon une enquête publique et les sources des Nations Unies[3]. Le développement du narcotrafic dans les années 1980 puis 1990 est un des facteurs décisifs de l'intensification du conflit, étant donné que la production de la coca et la commercialisation de la cocaïne ont généré des ressources financières pour les différents acteurs armés (guérillas comme paramilitaires). Les zones rurales deviennent progressivement des lieux d'affrontements entre les groupes armés pour l'appropriation de ces ressources et pour l'accaparement de

[3] Comisión de Seguimiento a la Política Pública sobre Desplazamiento Forzado, 2010 ; PNUD « Colombia Rural : Razones para la esperanza » Informe Nacional de Desarrollo Humano, 2011.

ces terres.

Les territoires délaissés, abandonnés ou usurpés en raison du conflit armé ont été investis par différents acteurs, pour des activités illicites mais également pour la production de bétail à grande échelle ou d'agro-carburants. De nombreuses entreprises se sont installées et ont investi sur ces terres, de « bonne foi » (en ayant acheté ces terres à des personnes qui les auraient usurpées) ou de « mauvaise foi » en acquérant ces terres par le biais d'une coopération avec des acteurs armés. Par exemple, l'entreprise Cargill a profité du conflit pour excéder le nombre de terres domaniales (les *baldíos*) autorisées selon les UAF (Unités Agricoles Familiales) en acquérant 52.576 ha dans la région du Vichada à l'est du pays (frontière avec le Venezuela) entre 2010 et 2012. Elle a réalisé ces acquisitions *via* 36 sociétés différentes selon le rapport d'Oxfam[4].

Face à ces différentes formes d'accaparement de terres pendant le conflit, les enjeux de la restitution des terres sont multiples :

- identifier les victimes de ces accaparements
- identifier les propriétaires, les occupants de bonne foi et de mauvaise foi, et pouvoir mettre au jour les cas de falsification de documents (souvent « légalisés » par des notaires véreux)
- expulser les occupants de mauvaise foi (et trouver une solution pour les familles paysannes qui ont aussi acheté des terres à des intermédiaires pour éviter les cas de nouvelles dépossessions de terre)
- assurer la sécurité des habitants qui retournent sur leurs terres, indemniser pour les pertes en cas de destruction des écosystèmes.

La loi de 2011 (loi 1148), qui s'est donnée 10 ans pour restituer les terres aux victimes affiche pour l'instant un triste bilan. Fin juin 2014, seulement 213 zones rurales ont été priorisées pour des études « micro-focalisées » et peu de sollicitudes de restitution sont actuellement « enregistrées dans le système de restitution » selon un rapport d'Amnesty International[5]. C'est à partir de ces études que les terres pourront être restituées. Les procédures sont très lentes, et dans certaines zones la présence de groupes armés rend

[4] http://farmlandgrab.org/post/view/22633#sthash.IwiKemnZ.JVMhydaA.dpuf
[5] AMNESTY INTERNATIONAL, « Un título de propiedad no basta: por una restitución sostenible de tierras en Colombia », Londres, Novembre 2014

impossible la restitution. Plusieurs rapports pointent du doigt le fait que les conditions de sécurité ne sont pas réunies pour que les paysans reviennent sur leurs terres. Les « réclamants de terre » sont régulièrement menacés, et plusieurs ont été assassinés depuis 2011. D'autre part, peu de personnes se déclarent « réclamant » pour diverses raisons (mauvais accès à l'administration, peur de se déclarer, mauvaise information, etc.). Cette loi ne concerne pas les territoires collectifs des communautés afro-descendantes, les réserves indiennes et les réserves forestières.

La politique agricole du gouvernement colombien : de nouveaux risques d'accaparements des terres

Les dispositions des différents plans nationaux de développement mettent globalement l'accent sur l'*agrobusiness* avec des subventions importantes pour développer de nouvelles technologies permettant d'accroître les rendements, et pour inciter à l'exportation. Ces mesures galvanisent d'autant plus d'importants conflits sur l'usage des sols. Les cultures vivrières sont moins valorisées que la production agricole intensive et les monocultures. Il existe 42,3 millions d'hectares de production agricole en Colombie, 80% (33,8 millions d'ha) sont consacrés aux herbages pour le bétail (24 millions de bovins) tandis que 20% (8,5 millions d'ha) sont dédiés aux cultures. 84 % de ces 8,5 millions d'ha, soit 7,1 millions d'ha, sont utilisés pour des cultures de grande extension : de café, de palmier à huile, de canne à sucre, en majorité pour l'exportation. De plus, les activités minières et pétrolières entrent directement en conflit avec l'usage agricole des terres. Des politiques ont été mises en œuvre afin de faciliter l'octroi des titres d'exploitation et d'exploration minière et afin d'élargir les zones d'exploitation des hydrocarbures dans le pays.

Le gouvernement colombien fait également la promotion de zones d'intérêts de développement rural et économique (Zidres, loi 133 de 2014), ces associations entre paysans et entreprises visent à redynamiser l'économie dans les campagnes et à faciliter l'insertion des paysans sur les marchés nationaux. Cependant, ces alliances stratégiques remettent en cause les unités agricoles familiale (qui fixent la surface minimum pour faire vivre une famille selon les régions et selon les cultures) puisque les entreprises pourraient ainsi concentrer un grand nombre de UAF et mettre en place des monocultures.

Enfin, d'autres politiques suscitent des interrogations et des contestations diverses notamment sur l'exploitation des zones protégées (les *paramos*, les forêts ou encore les sources d'eau). Les discussions autour des méthodes de fracturation hydraulique ont, par exemple, provoqué la mobilisation des organisations de défense de l'environnement et celle des organisations paysannes.

IV. Des problèmes structurels persistants

Ce panorama s'inscrit dans une situation structurelle de sous-développement chronique dans les campagnes, d'inégalité de répartition de la terre et d'informalité des titres de propriété. En effet, 0,4% de la population possède 46% des terres en Colombie. Selon Mision Rural[6], seul 1 foyer sur 3 a accès à la terre et il y a 60 % d'informalité chez les petits producteurs. L'État ne connaît pas son territoire, il n'y a pas de cadastre actualisé, et on dénombre de nombreux problèmes fonciers : superposition des titres, problèmes d'accumulation de *baldíos,* chevauchement de différentes réglementations, etc.

L'indice de Gini est de 0,54 en 2014 en Colombie. La population rurale n'a que très peu accès à la formation, aux crédits (notamment parce que certains n'ont pas de titres de propriété sur leurs terres), aux machines agricoles et à différentes sortes d'assistance technique. Les infrastructures routières sont défaillantes dans les campagnes. Les habitants doivent parfois faire plusieurs heures de transports pour accéder aux services de santé ou à une administration. Les habitations rurales sont peu raccordées aux réseaux d'électricité et d'eau potable, et 85% d'entre-elles n'ont pas de système d'égouts.

La population rurale est ainsi touchée par l'extrême pauvreté et la sous nutrition (57% des foyers ruraux sont concernés selon l'enquête nationale sur la situation nutritionnelle dans le pays en 2010). Certaines activités, considérées comme criminelles, comme le commerce du bois dans certaines régions, la production de coca et l'exploitation artisanale de l'or, sont exercées par les paysans.

[6] Cité dans le communiqué public du Haut Commissaire de la paix colombien sur le premier point des négociations de paix à la Havane.

Annexe 7 : Les partis politiques colombiens

Nom du parti	**Date de création et évolutions récentes**	**Candidats à l'élection présidentielle de 2014**
Parti de la U. (Parti social d'unité nationale)	Créé par Alvaro Uribe en 2005. Fait partie de la coalition gouvernementale « l'Unité nationale ».	Juan Manuel Santos (président actuel)
Parti Libéral	1848. Fait partie de « l'Unité nationale »	Juan Manuel Santos
Cambio Radical	1998. Fait partie de « l'Unité nationale »	Juan Manuel Santos
Mouvement Indépendant de Rénovation Absolu	Crée en 2000 comme le bras politique de l'Église Internationale de Dieu ministérielle de Jésus Christ (église évangélique pentecôtiste et restaurationniste, proche des Mormons).	
Parti Option Citoyenne	Créé en 2009, il a plusieurs fois changé de nom. Une grande partie de ses membres sont accusés de liens avec les paramilitaires.	
Parti Conservateur	1849.	Martina Lucia Ramirez
Centre Démocratique	Créé par Alvaro Uribe en 2013.	Oscar Ivan Zuluaga
Alliance Verte	2005 (Parti Vert Option Centre), en 2009 il devient Parti Vert, et en 2013 Alliance Verte.	Enrique Peñalosa (actuel maire de Bogotá)
Les Progressistes	Crée par Gustavo Petro (ancien maire de Bogotá) en 2011 et issu d'une dissension interne du Polo.	
Polo Democrático Alternativo	2005. Naît d'une coalition de partis de gauche (le Polo Democrático Independiente et Alternativa Democrática, eux-mêmes constitués de regroupements de divers partis de gauche).	Clara Lopez
Union Patriotique	1985-2002 puis réapparaît en 2013.	Clara Lopez
Parti Communiste Colombien PCC	1930. En 1985 il fait partie de l'Union Patriotique. Participe en partie au Polo Democrático Alternativo, avant d'en être expulsé en 2012. Il se rapproche du mouvement de la Marche Patriotique.	
Mouvement ouvrier indépendant et révolutionnaire (MOIR)	1969. Existe comme une tendance du Polo.	
Parti communiste Marxiste	1965. Division du PCC. N'existe plus.	

Léniniste		
Alliance Démocratique-M19	Parti politique composé des démobilisés de la guérilla du M19 en 1990. Joue un rôle dans la rédaction de la constitution de 1991. Disparaît dans les années 1990. Certains de ses membres vont au Polo, d'autres au sein des progressistes ou de l'Alliance Verte.	

Annexe 8 : Acteurs internationaux auprès des organisations paysannes

Acteur international	**ACVC**	**Communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó**
ONGI accompagnement	Peace Brigades International (PBI), International Peace Observatory, International Action for Peace	Paz y Tercer Mundo, PBI, Programme Accompagnement Solidarité Colombie, Witness For Peace
ONGI de développement	Forum Syd, Diakonia, association catalane pour la paix.	Inspir'Action, IEPALA, Développement et Paix (via CIJYP)
ONGI humanitaires	CICR (Comité International de la Croix Rouge)	Christian Aid, Médecins du Monde, SuizAid, Oxfam, CICR.
Programmes ONU	FAO, PNUD.	HCR
Coopération bilatérale/décentralisée	FOS, Union Européenne, Mairie de Barcelone	FOS, Union Européenne, coopérations espagnole et irlandaise (via CIJYP)
Églises/ associations chrétiennes	Misereor	Misereor, commission éthique de l'ONG CIJYP qui rassemble plusieurs associations chrétiennes.
Liens politiques	Partis politiques catalans, espagnols, parlementaires européens,…	
Mouvements agraires/sociaux étrangers	MST et Via Campesina.	

Annexe 9 : Les ONGI d'accompagnement international sur nos deux terrains

ONGI	Mission principale	Date arrivée en Colombie
PBI : Peace Brigades International	Accompagnement international : protéger les espaces d'action des droits de l'Homme et les personnes menacées.	1994
Rheder : Réseaux de fraternité et de solidarité avec la Colombie.	Solidarité politique et justice sociale. Se veut être une plateforme de coordination de l'action de solidarité envers la Colombie. Rassemble diverses associations et collectifs de soutien créés en Europe. Dénoncer et montrer « le vrai visage » de la Colombie.	1999
Witness for Peace (État-Unis)	Commenter les conséquences sociales, humaines et environnementales du Plan Colombie. Accompagnement des leaders menacés.	2000
SWEFOR (Suède)	Pour la non violence active, la paix et la réconciliation. Actions de soutien au désarmement, création de mécanisme de prévention et de protection des défenseurs des droits de l'Homme. Sensibilisation au droit international humanitaire.	2004
PASC : Programme d'Accompagnement Solidarité Colombie (Canada)	Accompagnement et idée d'un « agenda global pour la solidarité entre les peuples ». Critique des politiques extractivistes et du rôle des entreprises canadiennes en Colombie.	2003-04
IPO: International Peace Observatory (Espagne)	Accompagnement politique et physique sur le terrain. Exclusivement pour l'ACVC.	2004
IAP : International Action for Peace (Espagne)	Recomposition de IPO. Mêmes missions mais plus seulement pour l'ACVC.	Fin des années 2000

Annexe 10 : Les ONG colombiennes de défense des droits de l'Homme de 1960 à 2005

Nom de l'ONG	Mission principale	Date de création
CINEP : Centre de recherche et d'éducation populaire- Programme pour la Paix Créé par la Compagnie de Jésus	Promouvoir la participation des secteurs populaires au développement. Recherche sur la violence et les mouvements sociaux. Intègre la dimension des droits de l'Homme dans les années 1990.	1962
Comité de Solidarité avec les Prisonniers Politiques Liens avec le Parti Communiste et le syndicat USO	Défense des personnes emprisonnées en raison de leur opposition à l'État.	1973 première organisation de défense des droits de l'Homme
CAJAR : Collectif d'avocats « José Alvear Restrepo »	Défense des prisonniers politiques puis des personnes « persécutées politiquement » Intègre plus globalement la question des droits de l'Homme dans les années 1990.	Fin années 70
ASFADDES : Association de familles de personnes détenues portées disparues	Défense des familles des victimes de la disparition forcée.	Début en 1977 Création officielle en 1982
Le Comité permanent pour la défense des droits de l'Homme. Proche de l'Union Patriotique, du PCC et des courants de gauche.	Lutte contre la « guerre sale » : contre les mesures d'exception, la torture, la militarisation et contre le statut de sécurité de 1978.	1979
CREDHOS : Corporation régionale pour la défense des droits de l'Homme. Proche du PCC et du mouvement de la Marche Patriotique.	Défense des droits de l'Homme et contre la guerre sale dans le Magdalena Medio. Plaintes contre les exactions des militaires.	1987: un des premiers comités locaux de défense des droits de l'Homme
Commission inter-congrégationnelle de Justice et Paix, puis Commission Interéclesiale de Justice et Paix **(CIJYP)**	Information et dénonciation des crimes contre l'humanité, assistance juridique aux familles, assistance humanitaire, éducation aux droits de l'Homme, accompagnement de	1988, puis dissoute après un conflit avec l'Église officielle. La commission est de nouveau

	communautés.	formée en 2000
CONADHEGS : Coordination nationale pour les droits de l'Homme des victimes et réfugiés de Colombie Devient CONADES en 1992 coordination nationale des déplacés	Contre la guerre sale, puis défense des droits de l'Homme. Dénonce les cas de déplacement, et met en cause les paramilitaires et l'État.	1989 puis CONADES en 1992
La **CCJ** : Commission colombienne de Juristes	Développement du droit international humanitaire et droit international des droits de l'Homme en Colombie.	1988
Reiniciar, « recommencer ».	Rend visible et défend les cas des membres de l'Union Patriotique assassinés pendant la guerre sale.	1990
ANDAS : Association Nationale d'aide solidaire.	Dénonciation du déplacement forcé et de la responsabilité de l'État.	1990
Comité civique pour les droits de l'Homme du Méta	Comité régional de soutien aux droits de l'Homme. Liens avec la Pastorale Sociale et l'Union Patriotique.	1991
VIDA Comité de victimes de la guérilla	Crée par les forces armées, dénonciation des crimes de la guérilla	Années 1990
Fundación Pais Libre: Fondation pays Libre	Contre les enlèvements. Information et divulgation de données sur les enlèvements dans le pays.	1991
ASFAMIPAZ: Association colombienne des familles de membres de la force publique enlevés et libérés par les groupes guérilleros.	Réclame des échanges humanitaires pour la libération des séquestrés.	Années 1990
CODHES: Organisme de conseil au sujet des droits de l'Homme et du déplacement forcé	Analyse du phénomène de déplacement. Crée par des chercheurs en sciences sociales.	1995
Viva la Ciudadanía: Vive la citoyenneté Rassemble 8 ONGs	Promotion de la démocratie et des droits de l'Homme au sein de l'assemblée nationale constituante de 1991.	1991
MOVICE Mouvement des Victimes de crimes d'État	Lutte contre l'oubli et l'impunité, réflexion sur la mémoire, la vérité, la justice et plaidoyer pour la réparation des victimes.	2004-2005

Annexe 11 : Les Zones de réserve paysanne et les territoires collectifs

1/ Les Zones de réserve paysanne (ZRC) : une figure juridique transformée par les paysans.

La loi 160 de 1994, dans son chapitre XIII définit les ZRC comme un régime spécial de propriété. La loi précise que les ZRC doivent être mises en place dans des zones de colonisation ou de prédominance de *baldíos,* des terres domaniales qui appartiennent à l'État, ce qui suppose de clarifier la propriété de la terre. Le premier objectif de la constitution des ZRC est par conséquent la régulation et la limitation de l'avancée de la frontière agricole. Les ZRC ont également été créées avec la vocation de diminuer la concentration de la terre et plus particulièrement l'accaparement des terres vierges. Les ZRC doivent également servir à valoriser la petite propriété pour protéger les économies paysannes et accompagner leur transformation en petites entreprises. De prime abord, la loi 1996 reconnaît des territoires pour les paysans mais souhaite surtout intégrer ces économies au marché national. Cependant, le décret 1777 de 1996 et l'accord 024 de 1996 élargissent les objectifs des ZRC, celles-ci deviennent des propositions de développement humain et d'aménagement territorial soutenable. D'autres buts sont ainsi assignés aux ZRC : la paix et la justice social ainsi que la participation politique.

Suite à ces nouvelles dispositions, plusieurs organisations paysannes se sont tournées vers cette figure juridique en l'envisageant comme une forme de protection de leur territoire. En se déclarant comme des ZRC, les territoires ruraux espèrent faciliter l'investissement public dans des zones historiquement marginalisées. Dès la création de la première ZRC, en 2000 (Cabrera, Cundinamarca), les organisations paysannes s'emparent de cette figure juridique qu'elles considèrent comme étant une reconnaissance d'un droit à la terre. Progressivement, d'autres ZRC se sont constituées dans le pays, et sont devenues bien plus qu'une forme d'aménagement du territoire. Ce sont des zones dans lesquelles les organisations paysannes construisent des alternatives sociales et productives, comme en témoignent la constitution de coopératives paysannes et la mise en place de circuits courts, la promotion des méthodes de production agro-

écologiques ou encore la création de forums d'échanges entre paysans de diverses ZRC. Les ZRC sont également très visibles au sein du mouvement paysan colombien et revendiquent la reconnaissance d'une « territorialité paysanne » au même titre que celle des communautés afro-descendantes et indiennes. La création d'ANZORC, l'association nationale des zones de réserve paysanne, permet de mettre en commun ces revendications et de peser au niveau national. La ZRC de l'ACVC est connue pour ses projets productifs, mais également parce que l'association porte le débat dans différents espaces. L'ACVC a fait de cette disposition juridique le fer de lance de la revendication politique du paysannat.

Aujourd'hui il existe plus de 50 ZRC à différentes étapes du processus de constitution et six zones constituées : El Pato (San Vicente del Caguán, Caquetá) de 111 000 ha et 7 500 habitants, Calamar (Guaviare) de 460 000 ha et de 38 000 habitants, Cabrera de 44 000 ha et 5 300 habitants, Sud du Bolívar de 29 000 ha et 3 500 habitants, Bajo Cuembí (Puerto Asís, Putumayo) de 22 000 ha et 4 700 habitants. Celle du Cimitarra compte 184 000 ha et 35 800 habitants.

2/ Les territoires collectifs : de la reconnaissance des minorités ethniques à la protection du territoire.

Les communautés afro-descendantes et indiennes sont reconnues, au niveau international et national, pour leur lien spécifique avec la terre. La constitution colombienne de 1991 reconnaît la diversité ethnique et culturelle du pays, les terres des communautés indiennes et afro-descendantes sont inaliénables, imprescriptibles et insaisissables. Cependant, le droit des communautés afro-descendante à la propriété collective sur leurs terres ancestrales ainsi que la reconnaissance des conseils communautaires ne sont définis que plus tard, dans la loi 70 de 1993. Les communautés afro-descendantes colombiennes ont reçu 170 titres de propriété collective, soit 5 millions d'ha pour une population estimée à 4 millions de personnes. En 2003, la Cour Constitutionnelle colombienne reconnaît que la convention 169 des Nations Unies (sur les peuples indiens et tribaux de l'Organisation International du Travail) s'applique également aux communautés afro-descendantes.

Les communautés afro-descendantes se sont progressivement appropriées cette loi, pour en faire un argument principal de la défense du territoire. Les terres collectives

peuvent bénéficier d'une procédure spécifique de restitution des terres. Cependant, si le titre collectif est un premier pas pour la reconnaissance d'un droit spécifique pour les communautés afro-descendantes sur la terre, il ne protège pas le territoire des différents investissements liés aux ressources.

Les communautés du Bas Atrato mettent en avant le fait qu'elles doivent être consultées pour tout projet mis en place sur leur territoire collectif. Or, la figure collective ne protège pas le territoire des investissements miniers. En effet, en 2001, la loi 685 déclare l'activité minière « d'utilité publique », permettant ainsi à l'État d'exproprier des terres pour développer ce type de projet. En 2011, la loi 1450 créé des « zones minières stratégiques » qui se superposent parfois avec les titres collectifs des minorités afro-descendantes. En 2002, la Cour Constitutionnelle avait rappelé que l'article 330 de la constitution colombienne autorise les communautés indiennes à avoir un certain degré d'autonomie de gestion sur leurs territoires. Cependant, la Cour ne précise pas si cette disposition s'applique également aux communautés afro-descendantes. D'autres dispositions du code des mines délèguent le processus de consultation préalable des communautés aux entreprises minières qui auraient la concession, réduisant ainsi l'autonomie de décision des communautés.

Par conséquent, les communautés afro-descendantes des bassins de Jiguamiandó et de Curvaradó continuent de s'appuyer sur leur statut de minorité ethnique mais elles mettent aussi en place d'autres alternatives pour protéger le territoire. Les zones de biodiversité, qui ne font pas appel au droit colombien, sont par exemple des initiatives qui mettent en valeur la protection de l'environnement, des cultures vivrières et des sources d'eau. Enfin, la question de la reconnaissance des territoires collectifs reste dépendante de la question de la représentation légale des communautés. Sur cette question, nous renvoyons le lecteur à l'annexe portant sur le conflit dans le Bas Atrato.

Annexe 12 : Chronologie du conflit pour le territoire et la représentation dans le Bas Atrato

1993 : Loi 70 sur la reconnaissance des titres collectifs pour les minorités afro-descendantes.

1995 : Les premières communautés commencent à solliciter un titre collectif pour leur bassin.

1996-1997 : Obtention du titre collectif pour les bassins de Jiguamiandó et Curvaradó.

1997 : Déplacement massif des populations en conséquence de l'opération « Genèse ».

2000 : Premiers retours des habitants sur leurs terres.

2003 : La Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) octroie des mesures provisoires de protection pour les deux communautés. Constitution des premières zones humanitaires dans le Jiguamiandó.

2004 : Première mission de vérification par l'Institut Colombien de Développement Rural (INCODER) aux côtés des ONG et des leaders des communautés. Dans le même temps, la Banque Agraire octroie un crédit de 6 millions de dollars pour la plantation de palme et pour les propriétaires de bétail dans cette zone, leurs terres passent de 4183 ha à 35 000 ha, ce qui correspond à plus d'un tiers des titres collectifs de Curvaradó et Jiguamiandó.

2006 : Constitution de la première zone humanitaire dans le Curvaradó.

2010 : La CIDH rend l'arrêt du « 18 de mayo » (18 mai), dans lequel elle définit que la restitution des terres doit suivre plusieurs étapes :

1) réaliser un recensement pour déterminer quelles sont les personnes autorisées à participer à l'assemblée générale qui élira les représentants légaux des bassins
2) effectuer une caractérisation du territoire pour déterminer la localisation des terrains et l'identité de ses occupants (de mauvaise foi/ de bonne foi)
3) expulser les habitant de mauvaise foi et indemniser les habitants de bonne foi,
4) assurer l'élection du représentant légal et du conseil majeur des conseils communautaires. La CIDH incite également l'État colombien à mettre en œuvre un plan de prévention et de protection pour créer les conditions d'une élection « juste et libre ».

2012 : La Cour Constitutionnelle colombienne émet le décret 299 qui met en place une procédure spécifique de restitution des terres pour les bassins de Jiguamiandó et de Curvaradó. Cette procédure est justifiée par l'ampleur de la violation des droits de l'Homme dans la zone et par la situation de vulnérabilité des minorités afro-descendantes. La participation et le vote pour l'élection d'un conseil majeur (représentant tous les conseils mineurs d'un bassin) sont déterminés par 4 critères :

1) l'existence d'une culture afro-descendante,
2) l'ancienneté sur le territoire (plus de 10ans),
3) l'existence de liens de parenté avec un membre d'un conseil,
4) la reconnaissance par un autre membre de la communauté.

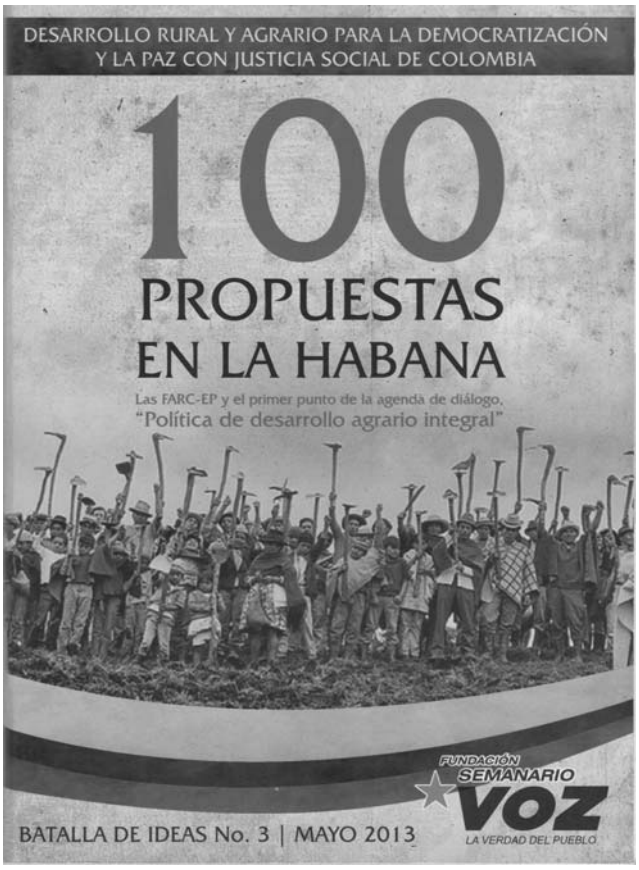
Au moment de la réunion pour formaliser les conseils éligibles pour faire partie du conseil majeur du Curvaradó, 17 communautés sur 23 sont exclues, au motif que ces communautés ne sont pas noires de peau. De nombreux représentants noirs se retirent pour manifester leur opposition à cette élection qui restreint les droits de certaines communautés. Les 5 communautés qui ont voté l'exclusion des autres sont accusées d'avoir des liens avec des grandes entreprises de la région. Un groupe de huit personnalités chargées de suivre le processus de restitution des terres et de faciliter l'élection d'un représentant légal dans le Curvaradó est constitué, c'est le G8.

2014 : Des avis d'expulsion sont envoyés aux propriétaires terriens qui occupent les terres du Curvaradó. Malgré cette notification les entreprises restent présentes, et aucune mesure n'a été prise pour expulser ces occupants de mauvaise foi. Plusieurs membres du G8, favorables à la reconnaissance des 23 communautés du Curvaradó, sont menacés.

Plusieurs communautés retournent sur leurs terres dans les bassins voisins de la Larga Tumarado et Pedeguita et Mancilla tout au long de l'année 2014. Certaines communautés ne sont pas reconnues comme des conseils mineurs dans le bassin de Pedeguita et Mancilla et sont exclues de leur droit de vote pour l'élection du représentant légal. Elles ne savent toujours pas si elles pourront être reconnue au sein du titre collectif. Élection du représentant légal dans le Jiguamiandó, leader d'une zone humanitaire historique.

Annexe 13 : Les organisations paysannes participent à la paix

Livret distribué dans les campagnes dans la vallée du fleuve Cimitarra. Il rassemble 100 propositions de diverses organisations paysannes et partis politiques de gauche sur la question du développement agraire.



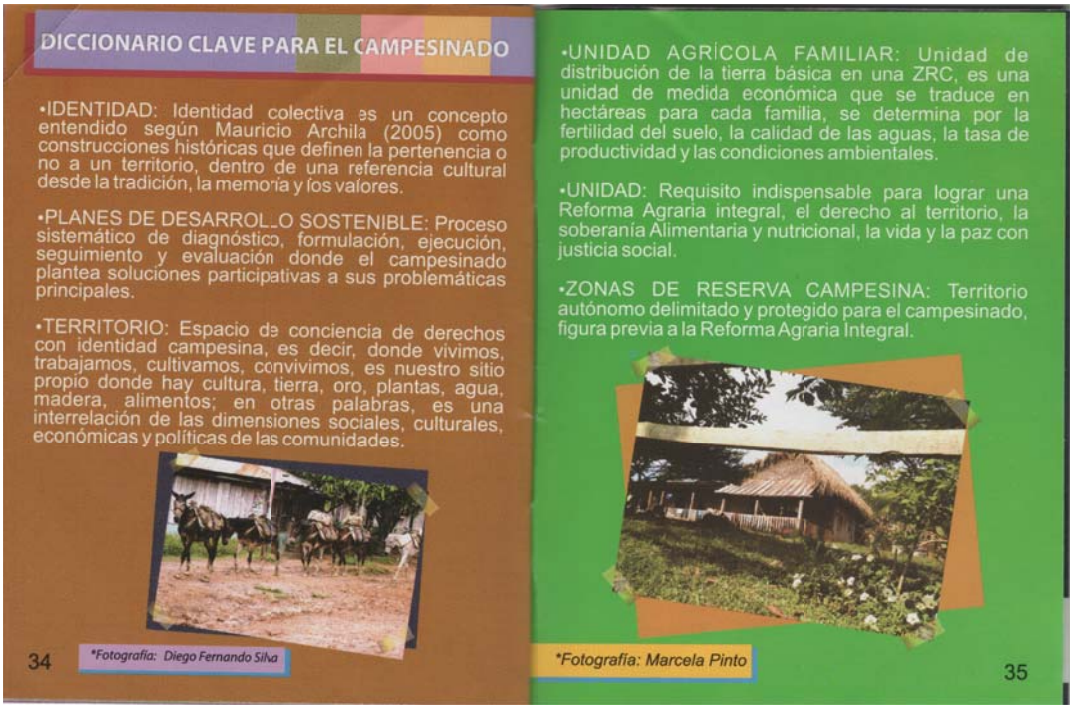
Source : Obtenu dans les bureaux de l'ACVC, 2013.

Livret compilé par la Commission Interéclesiale de Justice et Paix qui rassemble plusieurs propositions des organisations locales faisant partie de CONPAZ pour la constitution d'une commission de la Vérité. Envoyé au Président de la République, et aux guérillas des FARC, de l'ELN et de l'EPL.

Source : Distribué lors des rencontres interethniques de CONPAZ, 2014.

Annexe 14 : Outils pédagogiques des organisations paysannes

Livret d'explication des zones de réserve paysanne à destination des paysans et des organisations sociales. On trouve un « dictionnaire clé pour le paysannat » avec les définitions suivantes : identité, plan de développement soutenable, territoire, unité agricole familiale, unité et zone de réserve paysanne.



DICCIONARIO CLAVE PARA EL CAMPESINADO

•IDENTIDAD: Identidad colectiva es un concepto entendido según Mauricio Archila (2005) como construcciones históricas que definen la pertenencia o no a un territorio, dentro de una referencia cultural desde la tradición, la memoria y los valores.

•PLANES DE DESARROLLO SOSTENIBLE: Proceso sistemático de diagnóstico, formulación, ejecución, seguimiento y evaluación donde el campesinado plantea soluciones participativas a sus problemáticas principales.

•TERRITORIO: Espacio de conciencia de derechos con identidad campesina, es decir, donde vivimos, trabajamos, cultivamos, convivimos, es nuestro sitio propio donde hay cultura, tierra, oro, plantas, agua, madera, alimentos; en otras palabras, es una interrelación de las dimensiones sociales, culturales, económicas y políticas de las comunidades.

*Fotografía: Diego Fernando Silva

34

•UNIDAD AGRÍCOLA FAMILIAR: Unidad de distribución de la tierra básica en una ZRC, es una unidad de medida económica que se traduce en hectáreas para cada familia, se determina por la fertilidad del suelo, la calidad de las aguas, la tasa de productividad y las condiciones ambientales.

•UNIDAD: Requisito indispensable para lograr una Reforma Agraria integral, el derecho al territorio, la soberanía Alimentaria y nutricional, la vida y la paz con justicia social.

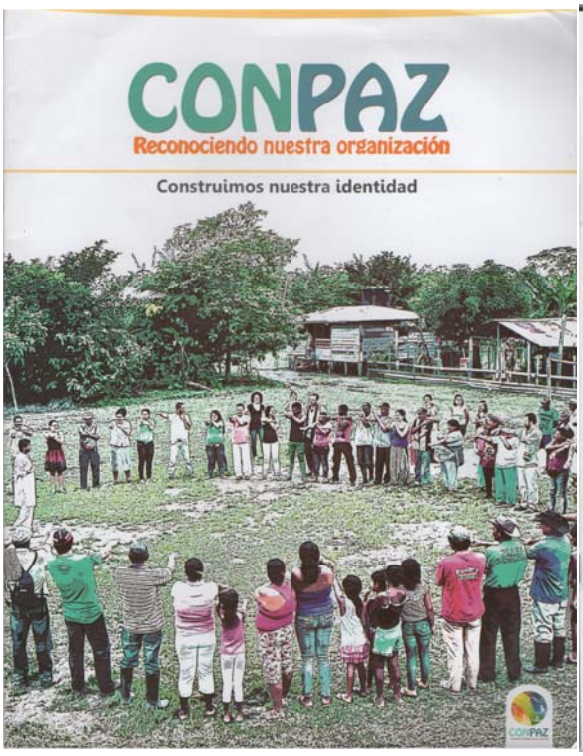
•ZONAS DE RESERVA CAMPESINA: Territorio autónomo delimitado y protegido para el campesinado, figura previa a la Reforma Agraria Integral.

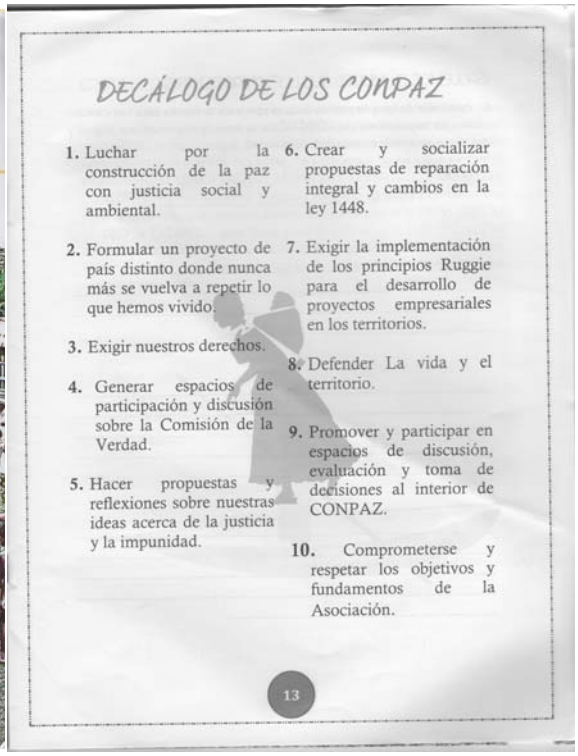
*Fotografía: Marcela Pinto

35

Source : Distribué dans les campagnes par l'ACVC.

Livret pédagogique créé par la Commission Interéclesiale de Justice et Paix. Celui-ci détaille l'organisation CONPAZ et vise à être diffusé dans les communautés qui font partie de l'organisation. On peut lire « CONPAZ : reconnaître notre organisation. Nous construisons notre identité ». Une des pages est consacrée aux objectifs de l'organisation.





DECÁLOGO DE LOS CONPAZ

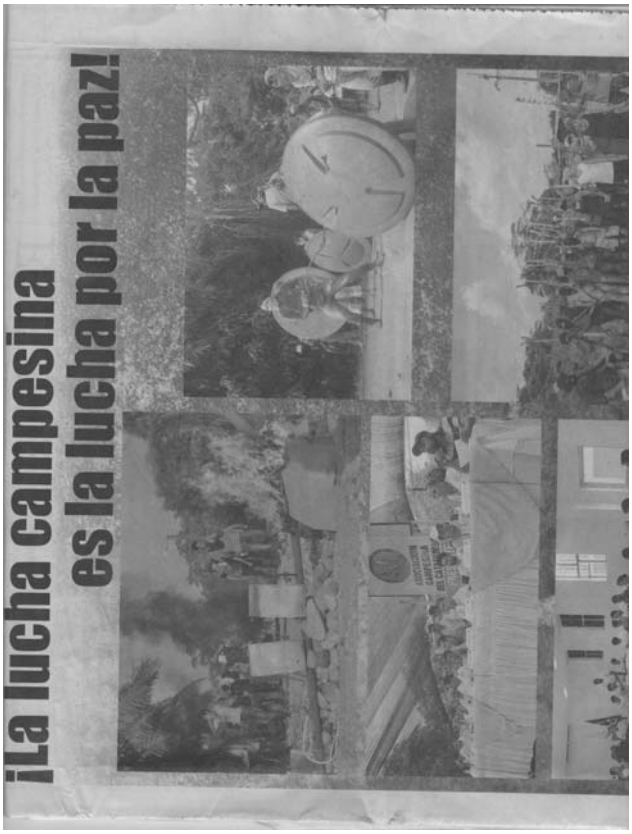
1. Luchar por la construcción de la paz con justicia social y ambiental.
2. Formular un proyecto de país distinto donde nunca más se vuelva a repetir lo que hemos vivido.
3. Exigir nuestros derechos.
4. Generar espacios de participación y discusión sobre la Comisión de la Verdad.
5. Hacer propuestas y reflexiones sobre nuestras ideas acerca de la justicia y la impunidad.
6. Crear y socializar propuestas de reparación integral y cambios en la ley 1448.
7. Exigir la implementación de los principios Ruggie para el desarrollo de proyectos empresariales en los territorios.
8. Defender La vida y el territorio.
9. Promover y participar en espacios de discusión, evaluación y toma de decisiones al interior de CONPAZ.
10. Comprometerse y respetar los objetivos y fundamentos de la Asociación.

13

Source : Distribué lors de la rencontre interethnique de CONPAZ, 2014.

Annexe 15 : Outils de diffusion de l'ACVC

Exemples de journaux *Tierra.* Le premier article date d'août 2013 et a été publié pendant la grève nationale agraire. Il met en avant le fait que les paysans se mobilisent pour la paix (« la lutte paysanne est la lutte pour la paix »). Le deuxième article date de mars 2014 et est une convocation pour le Sommet national Agraire paysans, ethnique et populaire.



Source : Journal *Tierra*, distribué dans les locaux de l'ACVC

-CONVOCATORIA-

Cumbre Nacional Agraria: Campesina, Étnica y Popular

Bogotá, Marzo 15 al 17 de 2014

Nosotros, los pueblos indígenas, afrocolombianos, campesinos, pescadores, pequeños mineros y demás sectores populares que nos relacionamos con lo rural colombiano, convocamos a la Cumbre Nacional Agraria: Campesina, Étnica y Popular, que se realizará en Bogotá del 15 al 17 de marzo de 2014, con el fin de avanzar en la construcción de nuestro proceso de unidad.

El pasado mes de diciembre de 2013, un grupo significativo de representantes de nuestras organizaciones agrarias y populares, se reunió en Bogotá en la Pre-Cumbre Agraria, para evaluar la reciente coyuntura de paro y movilización agraria y popular. En ella, se saludó y reconoció al conjunto de los sectores protagonistas de la lucha social y la importante tarea de movilización que se realizó en el mes de agosto; al mismo tiempo que se denunció la persecución de la que somos objeto por nuestra acción de reivindicación y transformación, a través de la penalización y criminalización de nuestras acciones. Ejemplo de ello es el escandaloso saldo de asesinados del movimiento social colombiano denunciado recientemente por la Marcha Patriótica, la violación a los derechos políticos de los ciudadanos por parte del ESMAD y el Ejército Colombiano, y la inhabilidad por sesgos ideológicos llevada a cabo por el Procurador contra el Alcalde de Bogotá, profesores universitarios, y líderes sociales.

Reconocimos además, el derecho que nos asiste de exigir que se mantenga y de frutos la negociación política con la insurgencia colombiana de las FARC-EP y se continúe con el proceso de acercamiento con el ELN y el EPL, como un paso fundamental en la compleja construcción de la Paz con Justicia Social entre los colombianos. Nos oponemos al actual modelo que nos sigue empobreciendo y despojando: el nuevo Pacto Agrario propuesto por el gobierno no es más que la profundización del despojo y explotación, proyecto que pretende engañar a millones de familias del campo para que firmen alianzas tramposas con empresarios que explotan nuestro trabajo, y se apropian de nuestras tierras y territorios.

Así, conscientes de que la causa de nuestros problemas se encuentra en las políticas públicas que han implementado por años los gobiernos colombianos, pero más aun, de la importancia de nuestros papel en la transformaciones que requiere nuestro país, convocamos a la unidad de percepciones, vivencias y formas de trabajo del movimiento social y popular colombiano, a la Cumbre Agraria: Campesina, Étnica y Popular.

La Cumbre Agraria: Campesina, Étnica y Popular se proyecta como el punto de encuentro de los distintos sectores agrarios y populares para la cualificación de nuestros debates y la construcción de un programa unitario con el que mandataremos nuestra agenda de acción política y social con espíritu de unidad. Buscamos establecer los lineamientos, mecanismos, rutas de diálogo y negociación conjuntos que ofrezcan posibilidades, garantías y permanencia a nuestros procesos sociales, y el conjunto de la ruralidad colombiana. No es la fragmentación de nuestras luchas, sino la comprensión de nuestras experiencias, que daremos fuerza a la transformación de nuestro país.

Nuestra ruta se orienta a respetar el derecho de los pueblos a definir el uso de la tierra y los alimentos a cultivar, fortalecer los procesos participativos y de diálogo interétnico e intercultural, garantizar el derecho a la soberanía y autonomía alimentaria, así como el derecho a la consulta previa con consentimiento libre, previo e informado de los pueblos afro, indígenas y campesinos.

Es evidente la falta de voluntad política por parte del gobierno colombiano para adelantar el cumplimiento de los acuerdos pactados con la totalidad de actores populares del sector rural del país, por eso propenderemos por seguir convirtiendo nuestro proceso de Cumbre Agraria en la instancia representativa y decisoria de nuestras comunidades y organizaciones, con la capacidad de dialogar y afianzar con otros sectores populares las rutas de la movilización por nuestros derechos y con el fin de defender un proyecto de país justo, incluyente y equitativo.

Por todo lo anterior, convocamos a participar en la Cumbre Agraria: Campesina, Étnica y Popular, a realizarse los días 15, 16 y 17 de marzo de 2014 en la Ciudad de Bogotá.

"Para fortalecer las propuestas del pueblo y avanzar en la unidad, vamos hacia la Cumbre Agraria: campesina, étnica y popular"

Source : Journal *Tierra*, distribué dans les locaux de l'ACVC

Annexe 16 : Outils de diffusion de la Marche patriotique

Voici deux exemples de diffusion des actions de la Marche Patriotique. Le mouvement politique utilise divers supports de communication adaptés selon les interlocuteurs. Le premier document est rédigé à destination des paysans du Madgalena Medio et convoque à un rassemblement pour expliquer le projet du mouvement. Le deuxième document est rédigé en français et en anglais (au dos de la version française) et est destiné à un public étranger.

Source : distribué dans les bureaux de l'ACVC

Marcha Patriótica
por la Segunda y
Definitiva Independencia

Qu'est-ce qu'est le Mouvement social et politique Marcha Patriótica?

Le Mouvement Social et Politique Marcha Patriótica (MMP) fait son apparition en 2010, en commémoration du bicentenaire de la première geste indépendantiste pour la Colombie et l'Amérique Latine. Nous avons réussi à convoquer de multiples organisations populaires avec une large expérience de lutte et un héritage légitime, construites pendant plus d'un demi-siècle de revendications pour la terre, l'éducation, le travail digne et le respect des territoires, en résistance contre le modèle néolibéral. Dans le MMP convergent plus de deux mille organisations sociales et politiques de base, issues de tout le territoire et aussi des colombiens à l'étranger.

Nul mouvement ou parti politique dans notre pays endossait nos justes réclamations, et c'est pour cela qu'au mois d'Avril de l'année en cours nous nous sommes réunis pour créer un mouvement social et politique qui lutte pour résoudre les besoins des majorités de la Colombie, atteignant le pouvoir pour concrétiser nos buts.

Qui sommes-nous?

Nous sommes un ample mouvement, composé par secteurs du paysannat, étudiants, travailleurs, environnementalistes, indigènes, défenseurs des Droits de l'Homme, combattants pour la paix, femmes, artistes, afro-descendants parmi tant d'autres secteurs qui coïncident dans la construction d'un modèle de société alternatif au néolibéralisme.

Une réelle diversité idéologique caractérise notre alternative politique: organisations de gauche, socialistes, communistes, libéraux, libre-penseurs, associations corporatives et organisations sociales et populaires en résistance au néolibéralisme font partie du MMP. En réponse aux grandes pénuries que le modèle néolibéral et le capitalisme sauvage ont imposées a l'humanité, le MMP -en dialogue ouvert avec le mouvement populaire d'Amérique Latine et la croissante lutte anti-capitaliste à niveau mondial- est pour un nouvel ordre civilisateur qui rejette la surconsommation et l'inégalité, qui humanise les rapports sociaux et démocratise radicalement la vie économique, sociale et politique du pays.

Comment nous nous organisons?

Nous nous organisons en «Cabildos Abiertos» : des «assemblées populaires» qui délibèrent sur les propositions du nouveau pays que nous sommes en train de construire. Nous nous structurons en « Consejos Patrióticos », qui sont des espaces démocratiques de décision. Ainsi nous voulons reconnaître l'héritage patriotique initiateur de l'indépendance il y a 200 ans.

Que pensons-nous et que recherchons-nous ?

Le MMP se revendique partie intégrante de Notre Amérique. Nous considérons nécessaire la souveraineté sociale et populaire en Colombie et nous refusons toute tentative de domination politique, militaire, économique et culturelle des puissances ou intérêts transnationaux contraires aux besoins des majorités de notre peuple. Nous disons qu'on lutte pour une deuxième et définitive indépendance parce que nous sommes continuateurs de l'héroïque résistance indigène et afro-descendante contre le colonialisme et de la conséquente geste indépendantiste dirigée par Simon Bolivar, et tronquée par les élites locales.

Notre objectif est une solution politique au conflit social et armé que vit notre pays depuis 60 ans. Nous voyons cette solution comme la seule possible face à l'épuisement de la course aux armes développée par les gouvernements successifs de la Colombie, au détriment du peuple colombien par les Etats-Unis. La solution politique est l'alternative pour surmonter les causalités structurales qui sont à l'origine du conflit armé, parmi lesquelles se trouvent le problème de la terre, l'injuste système économique et le manque de garanties démocratiques à l'exercice de la politique et de l'opposition. Nous faisons appel à tous les peuples du monde à se solidariser avec notre projet politique et social pour la démocratisation de la Colombie; nous invitons tous les démocrates et amis de la paix à manifester en faveur de la solution politique au conflit social et armé et ainsi à exiger des garanties réelles pour l'exercice démocratique dans notre pays.

Quelle est notre Plate-forme?

1. De la société, de l'État et du modèle économique.
2. Mode alternatif de vie et de production. Nouvelles formes de pouvoir et d'économie.
3. Garantie et matérialisation des Droits de l'Homme par l'État.
4. Solution politique au conflit social et armé, paix et justice sociale.
5. Démocratisation Rétablissement de la dignité à l'emploi et humanisation du travail.
6. Réparation intégrale aux victimes de la guerre et de l'exercice structurel de la violence.
7. Réappropriation sociale du territoire pour combler les besoins communs.
8. Réforme agraire intégrale pour la paix, l'autonomie et la souveraineté alimentaire.
9. Reforme urbaine intégrale et démocratisation de la ville.
10. Culture de la solidarité et transformation de l'ordre social.
11. Rétablissement de la souveraineté nationale et de l'autodétermination.
12. Nouvel ordre mondial, internationalisme et intégration de Notre Amérique.
13. Continuité des luttes pour la paix, l'émancipation et la libération.

"La Colombie est en Marche"
"Les peuples du monde sont en Marche"

marchapatrioticafrancia@gmail.com
internacionalmarcha@nodo50.org
mauroroyo6@gmail.com
www.marchapatriotica.org

Source : distribué lors du festival pour la paix à Montreuil, 2014.

Annexe 17 : Documents de soutien des acteurs internationaux à la cause paysanne

Certains acteurs internationaux dénoncent le rôle des entreprises étrangères en Colombie, comme en témoignent ces deux documents. Le premier est un article de l'ONG Programme d'Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) et dénonce le rôle de l'industrie minière canadienne. Le deuxième est produit par l'ONG Witness For Peace qui accompagne les leaders menacés, et dénonce le rôle des acteurs économiques dans le conflit colombien et plus particulièrement des États-Unis.

16

HUMOUR NOIR : QUI DE MIEUX PLACÉE QUE L'INDUSTRIE MINIÈRE CANADIENNE POUR ASSURER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE EN COLOMBIE ?

La Colombie possède les plus grandes réserves carbonifères d'Amérique latine, en plus de posséder d'immenses dépôts d'or, d'argent, de platine, d'émeraudes, ainsi que du nickel, du cuivre, du fer, du manganèse, du plomb, du zinc et du titane. « Cette richesse, ajoutée aux lois favorables qui régissent cette activité, fait qu'actuellement 40 % du territoire colombien est sollicité sous forme de concession par l'industrie minière », affirme Mario Valencia, du Réseau colombien face à la grande industrie minière transnationale (RECLAME). Les multinationales possèdent en effet des concessions sur plus de 43 000 km². Cette industrie est par ailleurs la première en termes d'investissements étrangers : selon les données du département colombien du Commerce extérieur, 85 % de l'investissement étranger au pays se trouve dans les secteurs de l'extraction de minerais et d'hydrocarbures. Le secteur minier est sans contredit celui qui connaît la croissance la plus fulgurante, avec une augmentation de 500% des investissements en provenance de l'étranger entre 2002 et 2009. La loi 685 de 2001, qui donne vie au nouveau Code minier élaboré sous les auspices de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), n'y est pas étrangère.

Développement minier sur les territoires autochtones et afrocolombiens : quelle « responsabilité sociale » ?

En novembre 2010 avait lieu à Bogotá le Second forum Canada-Colombie portant sur la responsabilité sociale des entreprises. Organisée par la Chambre de commerce colombienne, cette rencontre réunissait des investisseurs canadiens (principalement du secteur minier) et des hauts fonctionnaires colombiens. Le nouveau Ministre des Mines et de l'Énergie, Carlos Rodado, en profita pour présenter le Code minier national adopté en 2001 et pour annoncer la création de nouvelles zones minières légales dans les départements d'Antioquia, Cauca, Chocó, La Guajira, Guainía et Vaupés. Parmi les nouvelles concessions minières projetées 55 sont situés sur des territoires autochtones et 56 sur des territoires collectifs des afrocolombien-nes. Selon les dires du Ministre, l'octroi de nouvelles concessions minières se réalise dans le but d'améliorer le bien-être des communautés résidant dans des régions où l'activité minière illégale est en croissante augmentation (sic).

Drawn out transaction - Colin Matthes

« Le gouvernement se veut le garant d'une industrie au développement responsable, respectueuse de l'environnement et source d'insertion, dans un secteur où la légalité est une priorité et où la responsabilité sociale est un dénominateur commun de l'industrie minière colombienne », déclare le Ministre. Pour atteindre les objectifs de développement durable, M. Rodado compte s'inspirer d'un exemple en la matière : le Canada (!!!). « Le Canada est leader en matière de Responsabilité sociale, car culturellement ils sont habitués à chercher des solutions pacifiques à tout conflit. Ils évitent les problèmes et cherchent toujours une solution à l'amiable (sic) », a expliqué Paul Gomes, président de Magellan Corporate Strategies Inc., qui souhaite que s'intensifie la « participation des populations autochtones ou afro-colombiennes dans les entreprises de prospection minière ».

Source : Document transmis par le PASC, 2013.

Witness for Peace

Acción Permanente por la Paz

ACTORES ECONOMICOS EN EL CONFLICTO COLOMBIANO: EMPRESAS EE.UU. BENEFICIANDO DE LA GUERRA EN COLOMBIA

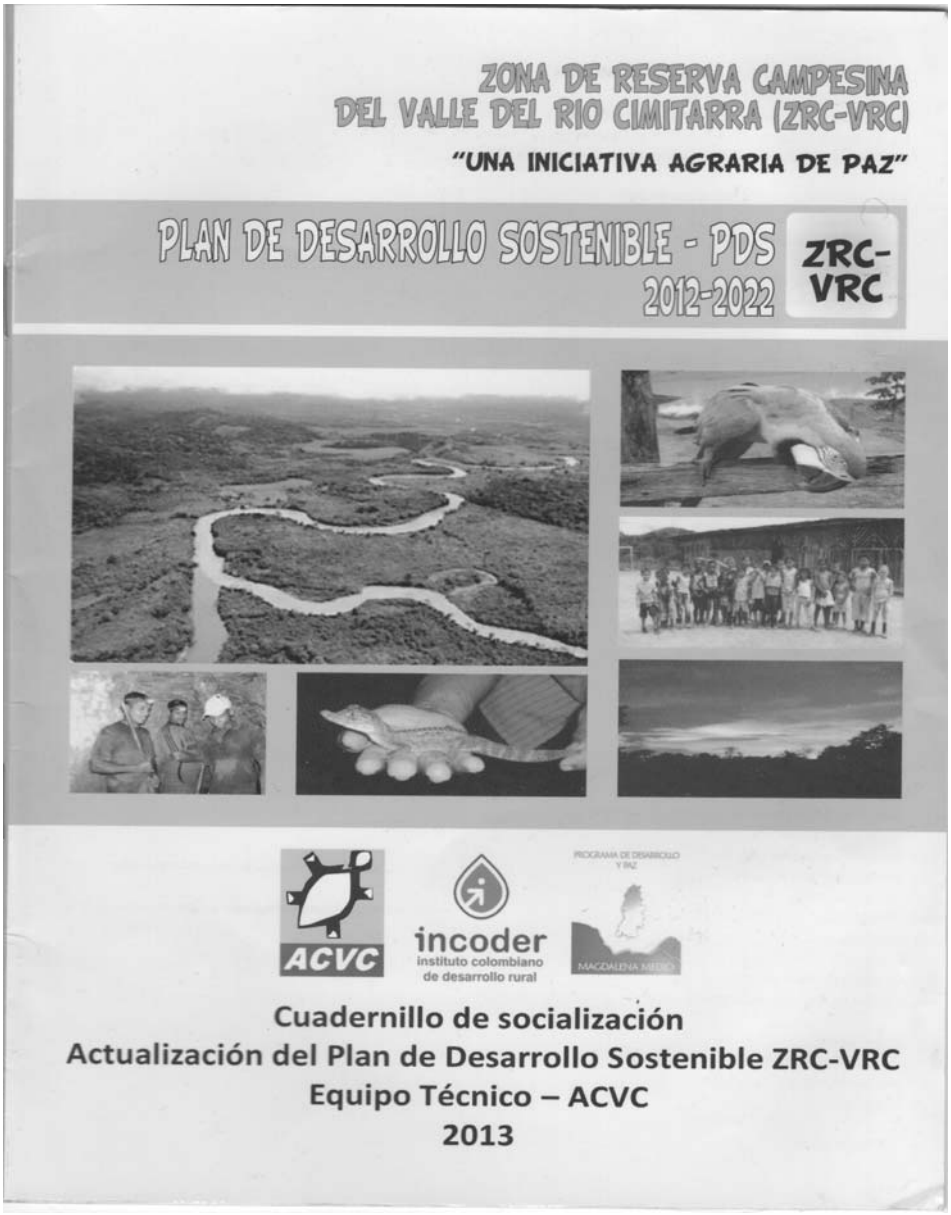
La guerra que azota a Colombia desde hace varias décadas y que sigue causando masacres, desplazamientos forzados, torturas, asesinatos políticos y el encarcelamiento de disidentes, no es un conflicto local ajeno a los Estados Unidos. Al contrario, el gobierno de los EE.UU. Y muchas empresas EE.UU. han jugado un papel significativo en el conflicto.

Desde el año 2000, el gobierno de los Estados Unidos ha invertido más de $7 mil de millones de dólares de los contribuyentes estadounidenses en cooperación militar en Colombia a través del Plan Colombia y los programas sucesivos. Durante la década siguiente, esta cooperación ayudó a triplicar el presupuesto colombiano para la defensa y doblar el tamaño del ejército colombiano—un ejército conocido por ser el peor violador de derechos humanos en el hemisferio y por tener vínculos directos con los grupos paramilitares. Desde 2002, el ejército colombiano ha sido implicado en el asesinato de más de 2.000 civiles inocentes.

Los Estados Unidos no sólo estaba financiando este ejército; sino que también lo estaba entrenando. Durante más de cincuenta años, la Escuela de las Américas (hoy conocido como el Instituto del Hemisferio Occidental para la Cooperación en Seguridad, WHINSEC por sus siglas en inglés) ha ofrecido programas de capacitación para las fuerzas públicas de América Latina. En noviembre del año 1996, el Departamento de Defensa de los Estados Unidos admitió haber entrenado militares latinoamericanos en técnicas de tortura, de secuestro, asesinato, desaparición forzada, entre otros gravísimos oprobios a la consciencia de la humanidad. De los militares graduados entre 1954 y 1998, 167 han estado implicados en violaciones graves a los derechos humanos o en actos de corrupción. Colombia sigue siendo el país que mayor cantidad de militares y policías instruye en la SOA/WHINSEC.

Source : Document transmis par Witness For Peace, 2013.

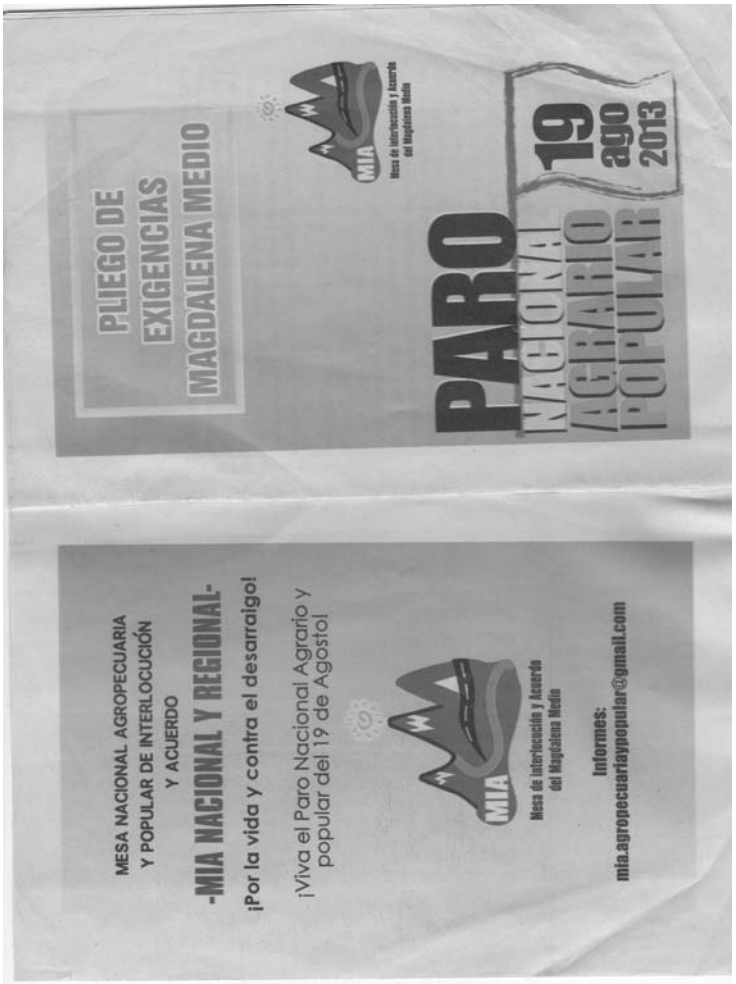
Annexe 18 : Plan de développement de la ZRC de la vallée du fleuve Cimitarra



Source : document distribué par l'ACVC dans les campagnes

Annexe 19 : Tract pendant la grève agraire de 2013

Ce document rassemble les revendications de la MIA (la table d'interlocution et d'accords) du Magdalena Medio. Ce livret a été distribué pendant la grève agraire de 2013.



Source : distribué par l'ACVC dans les campements de grève aux abords de Barrancabermeja, 2013.